

**recto  
VERSO**

n°280  
septembre-octobre 1999

DOSSIER la proche police au Québec

# LA CULTURE DES POTES

PORTRAIT  
ÉTIENNETTE DALLAIRE l'âme du Lac



# Les forums de la CEQ

# sur Internet!

**Pour** s'informer, échanger,  
**pour** débattre des grands enjeux  
qui influencent notre société,  
**pour** soulever des problèmes  
ou chercher conseil,  
**pour** faire circuler l'énorme  
expertise que l'on retrouve  
dans nos établissements  
et dans la communauté,  
une adresse :

<http://ceq.qc.ca/forums/forums.htm>

À vous la parole !



Gouvernement du Québec  
Ministère de la Culture  
et des Communications



SYNDICAT DES COMMUNICATIONS,  
DE L'ÉNERGIE ET DU PAPIER



Le Syndicat des communications,  
de l'énergie et du papier (SCEP)  
salue les travailleurs et travailleuses  
de la région du Saguenay-Lac-St-Jean

Une voix unie et  
puissante pour plus de  
50 000 travailleurs et  
travailleuses du Québec

Réjean Paradis  
Représentant national - SCEP  
(418) 679-2359

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. *Recto Verso* cherche à comprendre et à rendre compte des transformations de la société, de ses acteurs et actrices, de ses structures et de ses influences. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nes sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans RECTO VERSO n'engagent que leur-s auteurs-e-s.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION:**

ANNE-MARIE BRUNELLE, MICHEL BUSSIÈRE, JEAN-GUY CHAPUT, MARIANIK GAGNON, FRANÇOISE GUAY, CLOTILDE LEMAY, LINA TRUDEL.

**COMITÉ DE LECTURE:** ANDRÉE BELISLE,

LOUIS BONNEVILLE, LOUIS BRILLANT, ANNE-MARIE BRUNELLE, JACQUES COLLIN, PIERRE DESJARDINS, GUILLAUME DOSTALER, ANDRÉ GIROUX, ISABELLE GUSSE, LUDOVIC HIRTZMANN, JEAN-FRANÇOIS JOBIDON, NATHALIE LABONTÉ, LUCIE RÉGIMBALD.

**COORDINATION ET DÉVELOPPEMENT:**

JEAN ROBITAILLE

**RÉDACTEURS EN CHEF:**

DANIEL S.-LEGAULT et RICHARD BOUSQUET

**DIRECTION ARTISTIQUE ET MONTAGE**

COUVERTURE: DANIEL S.-LEGAULT

**DIRECTION DE LA PRODUCTION ET**

SECRETARIAT DE RÉDACTION: RICHARD BOUSQUET

RECHERCHE, RÉDACTION ET MISE EN MARCHÉ:

ANNE-MARIE BRUNELLE

**PROMOTION ET DISTRIBUTION:** ÉDITH TESSIER

**GESTION DES ABONNEMENTS ET DE LA DISTRIBUTION, COMPTABILITÉ ET TRAITEMENT DE TEXTES:**

GINETTE GAUDREAU

**REPRÉSENTATION PUBLICITAIRE:**

CLAUDE SAINT-PIERRE

(514) 523-5998, POSTE 22

**ÉDITION:** REVUE VIE OUVRIÈRE INC.

**MISE EN PAGES ET GRAPHISME:**

COMPOSITION FLEUR DE LYSÉE

**CORRECTION D'ÉPREUVES:** RAYMOND LANGEVIN

**IMPRESSION:** IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL

**FRÉQUENCE DE PARUTION:** 6 NUMÉROS PAR AN

PHOTO COUVERTURE: YVES PROVENCHER;

MÉDAILLON: CHANTAL HAMEL

**TARIFS D'ABONNEMENT:** INDIVIDU OU GROUPE

POPULAIRE: 20\$/AN OU 32\$/2ANS

INSTITUTIONNEL: 25\$/AN. SOUTIEN: 32\$/AN

ÉTUDIANT OU SANS EMPLOI: 15\$/AN

À L'ÉTRANGER (PAR AVION),

INDIVIDUEL: 30\$/AN. INSTITUTIONNEL: 40\$/AN

UN NUMÉRO SEULEMENT: 4,00\$ TTC

**RECTO VERSO EST DISTRIBUÉ DANS PLUS DE**

900 POINTS DE DÉPÔT ET PAR ABONNEMENTS,

À TRAVERS LE QUÉBEC.

**RECTO VERSO EST MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE**

DÉVELOPPEMENT DES PÉRIODIQUES CULTURELS

QUÉBÉCOIS, ET DE L'ASSOCIATION DES MÉDIAS

ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC. SES

ARTICLES SONT INDEXÉS DANS LE RÉPERTOIRE

ANALYTIQUE DE PRESSE *REPÈRE*. DÉPÔT LÉGAL À

OTTAWA ET À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU

QUÉBEC. ISSN 1484-6586. ENVOI DE

PUBLICATION, ENREGISTREMENT N° 1325639

PARUTION: N° 280, 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1999

**RECTO VERSO**

1215, RUE VISITATION, BUREAU 101, MONTRÉAL

(QUÉBEC) H2L 3B5

TÉLÉPHONE: (514) 523-5998

TÉLÉCOPIEUR: (514) 523-5812

ADRESSE ÉLECTRONIQUE: VO@MLINK.NET

# Numéro 280

septembre-octobre 1999

PAGE 8



PHOTO: CHANTAL HAMEL

## Portrait

Étienne D'Alaïre

### ALMA MATER ou l'âme du lac

D'abord cloîtrée, elle devient la première Augustine syndiquée à la CSN. Vivant dans un foyer au centre-ville d'Alma, elle fonde trois organismes communautaires. Partiellement retraitée, elle est devenue la conseillère sociale du député fédéral Stéphan Tremblay. Parcours de vie d'une souverainiste convaincue.

PAGE 26



PHOTO: GUILLERMO JAREDA

## Dossier

### LA PROCHE POLICE

Ce statut social a évolué, sa culture et le recrutement aussi. Le travail est difficile, souvent ingrat. Mais il est facile de devenir policier. Il est payant de l'être. On aimerait que la police soit à la fois très proche de la population, pour la comprendre, pour la servir; et assez loin pour forcer le respect et éviter tout conflit d'intérêts. Ironie de l'histoire, à l'heure où on augmente la «professionnalisation» de la police, on recommence comme dans les anciens temps à vouloir recruter des citoyens-nes «modèles» comme aides... Qui fera le guet?

## Éditorial

Balkans: Le prochain Kosovo ..... 4

## Courrier

..... 6

## Chronique insolente

La bonne nouvelle OGM ..... 16

## Carrefour de savoirs

Dans le médiat... ..... 18

Cette nuit on peint à Naziland ..... 19

## Kébékoscope

L'agriculture près des villes: Rat des villes, rat des champs ..... 22

## Carrefour de pouvoirs

Val-Saint-François: Agir dans l'illégalité... du gouvernement ..... 41

La guerre invisible du Soudan: Le grenier des Noirs-es ..... 46

## Courtes et sucrées

..... 49

## On apprend 83% par la vue

Travail aléatoire ..... 50

*Recto Verso* offre la possibilité à des organismes communautaires d'informer ses lecteurs et lectrices. Ces groupes sont entièrement responsables de leurs pages, tant sur le plan rédactionnel que graphique.

Solidarité internationale: ..... 44-45



TÉLÉPHONE: (514) 523-5998

TÉLÉCOPIEUR: (514) 523-5812

ADRESSE ÉLECTRONIQUE: VO@MLINK.NET

Balkans

# Le prochain Kosovo?

Ludovic Hirtzmann

*Pour la paix dans la cour*

La Communauté européenne mettra 100 millions \$ pour la reconstruction de la Macédoine. C'est bien peu pour aménager la cour de l'Europe.

Fort d'un principe de droit d'ingérence humanitaire, l'OTAN est intervenu en Yougoslavie. Le pays, dont l'économie était vacillante depuis le début de son éclatement en 1990, est détruit, ruiné. Les États balkaniques sont déstabilisés économiquement et politiquement. La croisade de l'Occident dans les Balkans a ravivé les vieilles haines. A tel point que la Macédoine pourrait bien être le prochain Kosovo. A moins que l'Europe ne finance la région afin de dissiper les rancœurs.

La Macédoine, petit pays de deux millions d'habitants-es, a payé cher la décision états-unienne de bombarder Belgrade. Mihaljo Tolevski, ministre de l'Économie, explique que 60 % des échanges du pays «se font avec la Yougoslavie. Aujourd'hui, avec la guerre, c'est fini.» La Macédoine vit, subit la guerre avec

40 % de chômeurs-es. Guce Bojinovski, directeur de l'Office de tourisme de Skopje, dont le salaire n'a pas été versé depuis plusieurs mois, relate: «On mange mais on ne peut plus acheter des tomates, c'est trop cher.»

La Macédoine est une mosaïque ethnique: Turcs, Serbes, Tsiganes, Albanais-es... Selon les estimations, les Albanais-es comptent pour 23 à 40 % de la population, les Macédonno-Slaves entre 50 et 70 %. Les Albanais-es sont musulmans, peu éduqués, peu présents économiquement et politiquement. Les Macédonno-Slaves dirigent le pays sans concession, alors évidemment, ils se haïssent. «La Macédoine est une dictature. Il n'y a pas de liberté pour les Albanais. Ils sont comme les nègres en Amérique», conte Nasser Raoufi, avo-



Armoiries de la Macédoine.

cat à Skopje. Skopje est un peu Beyrouth. Un vieux pont du XV<sup>e</sup> siècle sépare les deux communautés. Lorsqu'on aborde la question albanaise, le ministre de l'Économie s'emporte: «Il n'y a pas de problème avec les Albanais», et met fin à l'entretien. La haine entre les deux peuples, exacerbée par la guerre, devient explosive. «Il faut faire attention, il n'y a pas beaucoup de temps», assure Nasser Raoufi. Albanais-es et Macédonno-Slaves sont au moins d'accord sur un point. Il faut aider financièrement la Macédoine.

### UN PLAN MARSHALL

«Les Balkans sont la cour de la maison européenne et dans aucune maison, il

La guerre aura coûté 20 milliards \$ aux puissants.

ne peut y avoir de paix si l'on se bat dans la cour», écrivait récemment Ismaël Kadaré. La raison invoquée par l'écrivain albanais devrait être suffisante pour reconstruire les Balkans. Mais les raisons humanitaires suffisent rarement. Pourtant, sans aide internationale, la région ne peut pas s'en sortir. La Russie est exsangue. Les États-Unis ont annoncé qu'ils ne verseraient pas d'argent pour les Balkans. L'Europe sera le seul contributeur. La guerre aura coûté 20 milliards \$ aux puissants. Un plan Marshall pour la région coûterait 25 milliards \$, selon diverses estimations. Un chiffre énorme mais qui ne représente que 0,3 % du PIB de l'Union européenne. Selon Hans Eichel, ministre allemand des Finances, l'aide financière «ne devrait pas poser de gros problème aux budgets européens nationaux». Il le faudra si on ne veut pas que la région recule de 50 ans.

L'indice de développement humain de l'Albanie est égal à celui de la Chine. «Un programme de reconstruction massive dans les Balkans pourrait donner un coup de fouet à l'économie de l'Union européenne», révèlent les résultats de la banque d'affaires Salomon Smith Barney. Il faut européeniser les Balkans si l'on veut éteindre la poudrière. Injecter de l'argent dans les Balkans se mesurerait en retombées éco-



L'auteur est allé en Macédoine en mai dernier.

PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

nomiques pour la région mais également pour l'Union européenne. Avant le conflit, cette dernière étudiait la candidature de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Slovaquie à l'Union. Aider les Balkans reviendrait à aider des futurs membres de l'Union européenne et à renforcer économiquement et politiquement une Europe qui a du mal à trouver sa voie face aux États-Unis.

Quid de la Serbie? Aider financièrement la Serbie de Milosevic autrement que par un soutien humanitaire serait une erreur. Mais laisser mourir la Serbie à petit feu serait une bourde pour la stabilité de la région. Il faut aider l'opposition, les médias indépendants serbes et multiplier les échanges universitaires. L'Europe doit être présente en Serbie pour l'aider à exorciser ses vieux démons.

### Rappel historique

70 millions d'habitants-es et neuf pays sur un territoire grand comme la moitié du Québec. Les Balkans, c'est une mosaïque de langues, de cultures et de religions. Jusqu'en 1918, les Balkans sont sous la coupe de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie qui écrasent toutes les velléités d'indépendance des minorités. En 1918, les alliés créent la Yougoslavie et l'Albanie sur les cendres des empires autrichien et turc sans forcément respecter les identités régionales. Les Turcs rentrent chez eux après une présence de cinq siècles mais laissent leur culture et la religion musulmane en Albanie, en Macédoine et au Kosovo.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Maréchal Tito divise la Yougoslavie en six républiques. Pendant 40 ans, en dépit de leurs différences, les Yougoslaves vont vivre ensemble. «Tito s'était battu pour construire une économie et une vie commune aux Yougoslaves, même si c'était difficile à gérer», explique Jeanne Angelovska, professeure de français à l'Université de Philologie de Skopje en Macédoine. En 1990, le Bloc de l'Est implose. Le processus de désintégration de la Yougoslavie commence par une guerre entre la Slovaquie et la Serbie. Puis ce sera le tour de la Croatie et de la Bosnie. En 1997, le Kosovo se soulève à son tour.

terre survivante et fluviale et volatile

à laquelle pourtant hélas je n'ai rien à offrir qu'un amour sans bon sens, que cet amour qui a cessé d'être innocent; amour des pieds à la tête; urgence passionnée pour un soleil quotidien qui m'incrimine et révèle dangereusement l'idée que je me fais de moi-même et

du printemps dans les racines

† Pierre Perrault 1927-1999

## Ma chanson lui a pas plu...

**J**e viens de prendre connaissance de l'article intitulé *La grande bibliopète*, écrit par Alain Gerbier, dans le magazine *Recto Verso* de juillet-août 1999.

Je dois avouer ma grande déception quant à la lecture de cet article bâclé, qui n'ajoute que de la confusion pour quiconque s'intéresse à ce sujet. L'auteur confond la Bibliothèque nationale du Québec et la Grande bibliothèque du Québec, deux institutions différentes. [...]

L'auteur débute son article avec une question: «à qui faut-il confier la conception de la Bibliothèque nationale?» Si monsieur Gerbier avait effectué un tant soit peu des recherches, il constaterait qu'il y a trois édifices actuellement à la Bibliothèque nationale répartis ainsi: le siège social est situé au 2275, rue Holt; l'édifice Saint-Sulpice est situé au 1700, rue Saint-Denis, et l'édifice Aegidius-Fauteux est situé au 4499, de l'avenue de l'Esplanade.

L'auteur tente de parler (maladroitemment) de la construction de l'édifice de la Grande bibliothèque du Québec, projet piloté par madame Lise Bissonnette, dont elle est d'ailleurs la directrice (et on se fout éperdument qu'elle mesure 1m58 et qu'elle pèse 57 kg!!!). Son article porte sur l'emplacement et les coûts de la Grande bibliothèque du Québec. Hélas!, si monsieur Gerbier avait suivi le dossier, il aurait su qu'il y a eu une Commission parlementaire sur la création de cette institution (d'ailleurs plusieurs mémoires ont été déposés et sont accessibles), et que l'emplacement a fait l'objet d'un débat à la Ville de Montréal (abondamment rapporté dans les journaux!).

Autre point déplaisant quand on lit un article et qu'il y a mention du nom d'une personne, sans qu'on sache le lien ou la raison; l'auteur mentionne M. Brault dans son article – c'est vrai qu'il en a été le conservateur en chef pendant 12 ans –, mais que vient faire cette mention à ce moment-là dans l'article? Régler des comptes?

Vraiment, il eut été si simple de contacter les personnes aux institutions concernées de la Bibliothèque centrale de la Ville de Montréal, de la Bibliothèque nationale du Québec et de la Grande bibliothèque du Québec pour faire un article de fond qui informe vos

lecteurs et lectrices. J'espère vivement qu'il y aura un rectificatif à votre prochain numéro, et un article vraiment documenté sur le sujet.

**Louise Lecavalier - Montréal**

**☞** M. Gerbier a écrit un billet, dans le ton et dans la forme. Il connaît très bien la différence entre la Bibliothèque Nationale et le projet de Grande bibliothèque, l'historique de ce projet, et la problématique contenant-contenu engendrée. Mais quant aux résultats prévisibles, vous avez compris qu'il reste... sceptique.

## Lecture... de plans

**P**endant qu'on parle du béton de la GBQ, la politique de la lecture de l'ex-ministre de la Culture, Louise Beaudoin, s'endort sur les tablettes, sauf pour le débat sur le prix unique. (Non, M. Larose, ça ne veut pas dire que tous les livres vont se vendre au même prix.) Lucien Bouchard s'est débarrassé d'une critique souverainement articulée, quand Lise Bissonnette a troqué la plume du *Devoir* pour la truelle de la GBQ. Fait rare, ses plans et devis sont tracés en une vingtaine de pages à la fin de son livre *Toujours la passion du présent*. À lire pour mieux la suivre à la trace...

Mais peut-être les usagers des bibliothèques devraient-ils prendre les devants en se regroupant sur une base locale pour collectivement améliorer l'accessibilité à la lecture. Par exemple, les bibliothèques municipales peuvent faire parvenir des livres aux personnes âgées ou à mobilité restreinte par la poste pour un tarif ridiculement bas: 0,54\$ par envoi plus 0,075\$ par kg ou fraction de kg (Catégorie 1, Guide des postes, avril 1999, section H, chap. 1, p. 166). Tellement peu cher, que le maire Bourque n'a pas encore sabré dans cette dépense à Montréal.

Note: Dans le Guide des postes du Canada, à la section K - lexique - page 29, on définit «livres de bibliothèque» par: Livres sans publicité qui circulent, à titre de prêt, entre les bibliothèques et leurs abonnés selon un tarif spécial.

**L. Poisson - Trois-Rivières**

## Propos massifs

**J'**ai apprécié votre article sur Richard Séguin. Que ferons-nous sans nos vraies artistes, ceux et celles qui peuvent articuler nos plus profonds désirs et idéaux? Dommage qu'une personne (comme Séguin) sur 100 000 rejoint son âme, pendant que la MASSE de crétins, qu'on appelle, ici, «Québécois», se promène comme des brebis à moitié endormies! J'ai aussi beaucoup aimé l'article sur Pépin, Chartrand, Laberge et Boudreau. Pourquoi ne sont-ils pas encore à l'avant-

scène? (Réponse: parce que (encore) la MASSE de crétins-travailleurs-es se sont embourgeoisés. Regardez vos osties d' Canadiens et Expos, saoulez-vous la gueule, allez aux AA et crevez sans avoir vécu!) Seuls les gros syndicats peuvent faire face à des gouvernements, et que font-ils? NOTHING!! C'est sûrement pas les petits groupes communautaires qui vont faire trembler un Bouchard, ou une Harel!

Finalement, malgré ma solidarité avec la gauche québécoise, je dois me dissocier avec les stupides prises de position de cette gauche par rapport à la guerre contre la Serbie. C'était manifestement une guerre juste contre le fascisme serbe. Malgré cette évidence, les aveugles anti-impérialistes, et les faux pacifistes se sont insurgés contre l'OTAN par réflexe inconscient. Les arguments véhiculés dans *L'aut'journal*, *Le Monde Diplomatique*, et *L'alternative* étaient, tout simplement, d'épouvantables écoeuranteries, de la collaboration avec le fascisme serbe. Et je suis prêt à défendre cette position devant n'importe qui, n'importe où.

Si les Américains ont été, depuis la Deuxième Guerre, presque toujours du côté de la réaction, cette fois ils ne l'étaient pas.

**Marco Ermacora - Montréal**

## Qui accueille qui?

**J'**ai lu avec beaucoup d'intérêt le portrait de Marco Micone et le dossier sur l'Outaouais frontalier. Dans ce dernier article toutefois, à la page 37, on y écrit que c'est le gouvernement fédéral qui reçoit les immigrants. C'était vrai jusqu'en 1990, mais ce n'est plus le cas depuis. Cette responsabilité a été transférée au gouvernement du Québec qui assume depuis l'accueil et l'intégration des immigrants sur l'ensemble de son territoire. Les COFI sont une institution québécoise vieille de plus de 25 ans. Québec est la seule province à assumer la responsabilité de l'accueil et de l'intégration de ses immigrants. Je vous remercie de prendre bonne note de cette mise au point et d'apporter, si possible, les correctifs pertinents.

**Roger Thériault**

**☞** Vous avez raison de dire que le Québec a obtenu du fédéral, en décembre 1990, plusieurs pouvoirs importants dans l'accueil et l'intégration (linguistique, culturelle, et économique) des immigrants-es. C'est vrai pour plusieurs catégories d'immigrants-es, déjà moins pour la catégorie dite de réunification familiale, mais pas du tout pour celle des réfugiés-es politiques, dont il était question dans cette partie d'article. Ils-elles sont reçus-es directement par le fédéral, dont la Commission de l'immigration. Dans l'expectative souvent agossante et toujours longue de leur acceptation au pays, ils-elles sont dans une situation très vulnérable et donc, de leur propre aveu, très influençables...

## Pour être lu dans



Vous désirez faire connaître les coordonnées d'un futur événement ou d'une offre d'emploi ou toute autre nouvelle d'intérêt public?

Les petites annonces de *Recto Verso* sont réservées aux groupes communautaires et seront facturées au coût de 40¢ la frappe. Date limite de réception: le 14 octobre pour la parution de novembre-décembre 1999. Envoyez-nous vos messages par télécopieur au (514) 523-5812 ou par courriel à vo@mink.net.

*Recto Verso* est la seule publication à rejoindre prioritairement et directement les militants et travailleurs de la très grande majorité des organisations communautaires, sociales, syndicales, institutions d'enseignement, bureaux politiques et autres lieux d'influence. *Recto Verso* est maintenant lu par plus de 150 000 personnes dont plus des deux tiers sont impliquées socialement ou syndicalement.

Offre d'emploi: direction générale. Poste réservé à une jeune personne handicapée sous le seuil de la pauvreté, provenant d'une minorité visible, parlant au moins cinq langues et ayant terminée un minimum de trois Bac. Envoyez votre CV avant le 31 juillet au 777-7777.

Pancartes à louer pour la période estivale. Le FRAPRU, 222-2222

Colloque pour discuter de tout et de rien et surtout de ce que vous voulez. Du 9 au 13 août en quelque part. Inscriptions sur place.

## DOSSIER: Éducation: la tête et la base en péril?

PORTRAIT: Heidi Rathjen, 10 ans après Poly... et le contrôle des armes

REVENU MINIMUM GARANTI:  
Un leurre ou une panacée?



à lire dans la prochaine édition  
novembre-décembre 1999



Vous ne voulez pas prendre le risque de rater un numéro de *Recto Verso*?

Vous ne payerez que les frais de poste et de manutention (toutes taxes incluses) :

Abonnement individuel	20\$
Étudiant et sans emploi	15\$
Abonnement institutionnel	25\$
Extérieur du Canada	30\$

### ABONNEZ-VOUS!

Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste à :

Nom	_____
Adresse	_____ _____ _____
Code postal	_____
Païement inclus:	Tél. : _____

Revue Vie Ouvrière Inc.  
1215 rue Visitation, bur. 101  
Montréal (Québec)  
H2L 3B5

tél. (514) 523-5998

Étiennette Dallaire

# Alma Mater ou L'âme du lac

Annie Maltais

«**V**ous voulez parler à Étiennette? Vous n'avez pas su la nouvelle...» La voix au bout du fil est hésitante. Sœur Jeanne D'Arc Fortin m'apprend que sa compagne a été victime d'un accident de voiture. «Elle est présentement aux soins intensifs à l'hôpital de Chicoutimi. On l'a opérée pour une fracture du crâne.»

Cela n'éteindra pas la passion de cette religieuse de 70 ans. Moins de deux semaines après un accident qui aurait pu lui coûter la vie, Étiennette Dallaire me propose une deuxième rencontre, afin de «terminer cet entretien si intéressant», souligne-t-elle. Elle me reçoit, toujours aussi belle et fière avec sa tignasse argentée et bien coiffée, qu'elle

utilise candidement pour dissimuler ce pansement sur le côté gauche de sa tête. Seule la voix rauque témoigne de l'épreuve qu'elle vient de vivre.

Cet épisode de sa vie est à l'image de cette femme forte qui laisse sa trace dans le milieu communautaire du Lac Saint-Jean depuis près de 40 ans. Une énergie contagieuse qui transperce dans une voix douce et un regard pétillant, et qu'elle met au service de son objectif de vie: réduire la pauvreté. Le cheminement d'Étiennette Dallaire est à son image: rempli de surprises. Elle passe du cloître au militantisme syndical pour ensuite prendre le parti des plus démunis-es en fondant des organismes qui n'avaient pas leur pareil dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Et à travers cela, elle flirte avec la politique...

## DU CLOÎTRE AU PIQUETAGE

En 1946, à 18 ans, Étiennette Dallaire prend le chemin du cloître des Augustines de Roberval. Pendant 18 ans, elle ne verra sa famille qu'à travers les grilles. «Choisir le cloître peut paraître radical aujourd'hui mais ce n'était pas rare il y a 50 ans. Le choix que j'ai fait à l'époque était davantage celui des malades. C'était l'approche auprès d'eux qui m'intéressait.» Celle que l'on appelait «Sœur Saint-Laurent» travaille donc comme préposée auprès des malades à l'hôpital de Roberval puis à l'Hôtel-Dieu d'Alma vers la fin des années 50. C'est là qu'elle mènera sa première lutte sociale par le biais des syndicats.

1961, une grève éclate à l'Hôtel-Dieu d'Alma. Sœur Saint-Laurent fait partie du personnel cadre puis-



PHOTO: CHANTAL HAMEL

«Je ne dis pas que la souveraineté réglerait tout mais au moins, les problèmes seraient moins gros. Les projets concrets, de lutte contre la pauvreté par exemple, seraient plus faciles à réaliser.»



PHOTO: C. HAMEL



que l'établissement appartient à sa communauté religieuse. Pendant qu'elle voit ses collègues et amies dehors, elle doit faire la «scab» à l'intérieur. «Cette période a été une des plus difficiles de ma vie. J'ai eu beaucoup de difficulté à vivre avec cela.» Dans un témoignage qu'elle a écrit en 1983, Étienne Dalaire parle de cette époque en racontant comment, pendant trois semaines, elle est demeurée à l'intérieur de l'hôpital, pour ne pas franchir les lignes de piquetage. Sitôt le conflit terminé, elle entreprend les démarches pour passer de «l'autre côté de la clôture». C'est Lucien Bouchard, alors jeune avocat à Chicoutimi, qui défend sa cause!

Elle réussit et devient la première Augustine syndiquée à la CSN, causant un certain émoi au sein de sa communauté religieuse. Sœur Saint-Laurent avait entrepris ce combat seule, sans en aviser ses supérieures. Accréditation syndicale en poche, elle est convoquée par la Supérieure des Augustines à Québec. «Elle était surtout surprise et voulait comprendre mes motivations.» Sa syndicalisation a ensuite pavé la voie pour ses consœurs religieuses qui ont joint les rangs des syndiqués-es... sans avoir à s'en défendre auprès de leur supérieure! La première lutte sociale d'Étienne Dalaire était gagnée.

d'Étienne Dalaire était gagnée.

Plus tard, en 1966 puis en 1972, d'autres grèves éclatent à l'hôpital d'Alma où elle travaille à la buanderie. Mais, cette fois, la nouvelle Étienne Dalaire, à qui le Concile Vatican II a redonné son véritable nom et libérée de son voile, participe au combat. Dans ce même témoignage de 1983, elle écrit: «Là, j'étais dehors, avec les travailleurs. J'étais en avant, j'étais moi! C'est extraordinaire ce que j'ai vécu là. J'étais la même personne mais je n'avais pas les mêmes limites, le même point de vue.» En 1979, elle sort à nouveau les pancartes, cette fois dans le cadre d'une grève illégale.

Selon ses propres mots, elle n'était plus «la petite sœur naïve». Elle avait quitté le monastère en 1969 pour s'établir avec deux autres sœurs de sa congrégation dans un loyer au centre-ville d'Alma. «Pour se rapprocher du monde, comme nous le dictait Vatican II.» Plus tard, elle écrit: «Je dois dire que ça fait longtemps que j'ai des aspirations vers la classe ouvrière. En communauté, je les ai

perdues un petit peu. J'ai l'impression d'avoir été distraite un certain temps.» Ces événements faisaient sans nul doute remonter à la surface cet esprit de batailleur que lui avait transmis son père. Lui-même avait participé au combat qui mena à la fondation des caisses populaires Desjardins.

#### CHANGEMENT D'ÉQUIPE

Cet engagement ouvrier lui fait réaliser qu'elle a vécu trop longtemps dans sa tour d'ivoire et elle devient critique à l'endroit de sa communauté religieuse. Elle admet à l'époque ne plus avoir les mêmes intérêts et ne plus avoir d'attirance envers les membres de sa communauté religieuse restés au monastère. «Pourquoi je passerais mon temps à les troubler et à essayer de leur faire comprendre des choses. L'option pour le monde ouvrier, l'option pour les pauvres, la justice sociale, ça leur fait peur. J'aime mieux travailler avec du monde travaillable», écrit-elle à l'époque.

Les Augustines adressent un ultimatum à Étienne Dalaire: elle et les quatre compagnes religieuses



PHOTO: C. HAMEL

avec lesquelles elle habite «en ville» doivent revenir vivre au monastère ou quitter la communauté. Un long questionnement débute. Au départ, elles projettent de former une nouvelle congrégation mais elles mettent rapidement ce projet de côté pour se tourner vers une congrégation



PHOTO: C. HAMEL



PHOTO: C. HAMEL

montréalaise: l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Elles se reconnaissent dans la mission de cette communauté fondée en 1923 par Marie Gérin-Lajoie: améliorer les conditions de vie des individus, être proches des réalités humaines, être clairvoyantes pour saisir les situations changeantes et disponibles pour répondre à des besoins nouveaux.

### ALMA MATER

Depuis leur arrivée dans la région almatoise, Étienne Daller et ses compagnes ne sont pas restées inactives. Loin de là. Elles ont donné le ton à l'ensemble du mouvement communautaire que l'on connaît aujourd'hui. «Il y avait une absence presque totale d'organismes d'aide», se rappelle celle qui en a fondé pas moins de trois.

Sa première cible a été l'aide aux femmes et à leur famille. «La pauvreté se conjugue au féminin et ce n'est pas un hasard», admet tristement Étienne Daller. En 1976, ne se gardant qu'un «temps partiel» à l'hôpital, elle regroupe une cinquantaine de femmes démunies, évalue avec elles leurs besoins et fonde l'Association des citoyennes averties d'Alma. Premier mandat: doter ces femmes d'une maison de vacances. Par l'entremise de son nouveau groupe, elle achète une maison à la campagne qu'elle loue «à prix très modique» à ses membres.

Viennent ensuite les cuisines collectives. Ces femmes font l'épicerie, cuisinent et congèlent leurs repas ensemble une fois par mois. «Nous nous assurons ainsi qu'il y a de la nourriture à la maison pendant tout le mois.» À cela il faut ajouter les activités d'éducation populaire sur la santé, l'alimentation, le stress, etc. Dans toutes ses actions sociales, Étienne Daller met en pratique le proverbe chinois devenu son adage personnel: «Donne un poisson à un homme, tu le nourriras une journée. Apprends-lui à pêcher, tu le nourriras pour la vie.»

En côtoyant ces femmes démunies, elle réalise qu'il y a un autre besoin dans la communauté: savoir gérer un budget. Elle fonde le Service budgétaire d'Alma. Pendant des années, elle jouera avec les chiffres afin de permettre aux plus démunies de joindre les deux bouts. Finalement, un troisième organisme naît de son action: l'Encier. Un lieu où les personnes assistées sociales retrouvent une écoute attentive et un support dans l'expression de leurs droits. Ses trois «bébés» volent maintenant de leurs propres ailes même si elle garde un œil ouvert. «Elle demeure notre présidente fondatrice et elle est toujours là pour nous guider»,

mentionne en riant la directrice générale de l'Association des citoyennes averties d'Alma, Suzette Coulombe.

Au travail d'Étienne, il faut ajouter celui de ses quatre compagnes de vie. En tout, ces religieuses ont permis la fondation d'une dizaine d'organismes communautaires dans la seule ville d'Alma, un apport gigantesque pour une petite localité de 28 000 habitants-es. «Le travail qu'elles effectuaient concordait parfaitement avec notre mission, ajoute la supérieure de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, Gisèle Turcot. Ce sont des femmes formidables, dynamiques, qui s'affirment au sein de leur communauté.»

### LES PAGES POLITIQUES

Partiellement retraitée, Étienne Daller vit une autre passion: la politique. Souverainiste affirmée des premières heures, elle a agi comme vice-présidente du comité du OUI lors du référendum de 1995. Les Jacques Brassard et Lucien Bouchard, tous deux députés, péquiste et bloquiste, du comté à l'époque, voyaient en elle une alliée de taille pour aller chercher le vote des personnes âgées. «J'en ai fait des assemblées de cuisine! J'ai fait le tour des foyers et des clubs d'Âge d'or.» Comme on montre son album de famille, Étienne Daller montre son «album politique». On la voit en compagnie de Lucien Bouchard, Jacques Brassard, Monique Vézina, Lisette Lapointe et, bien entendu, Stéphan Tremblay.

Pour Étienne Daller, la souveraineté du Québec va de soi. «Je ne dis pas que la souveraineté réglerait tout mais au moins, les problèmes seraient moins gros. Les projets concrets, de lutte contre la pauvreté par exemple, seraient plus faciles à réaliser. L'incohérence fédérale nous saute en pleine face lorsque nous les voyons agir avec l'assurance emploi.» La religieuse soutient que la société actuelle a engendré la pauvreté en système. Une pauvreté qu'elle qualifie de «structurelle». «Notre système est organisé pour qu'il y ait des pauvres et le plus dramatique est que l'écart entre les pauvres et les riches s'agrandit.»

Membre des partis souverainistes, la religieuse met cependant des bâtons dans les roues sur son engagement souli-



PHOTOS: C. HAMEL

C'est Lucien Bouchard, alors jeune avocat à Chicoutimi, qui défend sa cause! Elle réussit et devient la première Augustine syndiquée à la CSN.



PHOTO: C. HAMEL

gnant qu'il s'agit d'une adhésion au mouvement souverainiste beaucoup plus qu'à un parti politique. Elle affirme se garder un droit de critique envers le gouvernement en place mais admet, sur le bout des lèvres seulement, avoir de la difficulté avec le désengagement des péquistes dans les causes sociales. «Il faut continuer de les appuyer quand même. Il ne faut pas lâcher et lorsque nous aurons notre pays, il sera alors possible de les remettre dans le droit chemin. C'est peut-être naïf de ma part mais j'aime mieux y croire!»

Son action politique, Étienne Dallaire la voit comme une suite logique de son engagement social. Elle reflète la ferveur indépendantiste des bleuets du Lac! «Mon engagement religieux est indissociable de mes engagements sociaux et politiques. Je me suis engagée à travailler au sein de ma communauté en me rapprochant du monde. On ne peut pas faire cela sans s'engager politiquement! Je ne compte plus les marches, les manifestations et les pétitions auxquelles j'ai participé!»

#### DES PRIVILÈGES!?

Au sein de sa communauté religieuse, sa supérieure, Gisèle Turcot, n'a pas l'intention de brimer sa subordonnée dans son affirmation politique. «Elle

aime ça faire de la politique», lance-t-elle en riant. Pour elle, le sujet n'est pas délicat. L'engagement d'Étienne Dallaire va de soi, surtout pour une

femme originaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean. «Il y a toujours eu une forte volonté d'affirmation de soi et d'indépendance pour les gens de cette région et cela, depuis le début de la colonisation.» Gisèle Turcot ajoute que l'engagement politique d'Étienne Dallaire repose sur des convictions personnelles, certes, mais aussi sur un désir de faire avancer les causes sociales qu'elle défend avec acharnement. «Lorsqu'elle m'a consultée pour savoir si elle devait accepter la vice-présidence régionale du comité du OUI lors du référendum de 1995, elle m'a avoué qu'elle voyait là la chance d'avoir accès à une belle tribune pour défendre ses causes sociales.»

La religieuse ne sait pas si son engagement politique a pu faire avancer les causes qu'elle défend. «Je n'ai jamais eu de privilèges. Si cela avait été le cas, je les aurais refusés. Comme les autres membres du milieu communautaire, je dois me battre pour aller chercher du financement et tenter de verser un salaire modeste aux femmes que j'engage.»

Elle ajoute cependant que son engagement lui ouvre parfois des portes intéressantes. «J'ai pu dire personnellement à Lucien Bouchard que vivre sur l'aide sociale avec 400 \$ par mois était inacceptable dans le Québec d'aujourd'hui et que c'était un retour dans les années 30.» Mais là s'arrêtent ses privilèges. Elle doit emprunter le long dédale gouvernemental pour accéder au premier ministre, même si elle a répondu positivement à son appel à l'aide au référendum de 1995.



PHOTO: C. HAMEL

1 La vie dans nos mots. Neuf interviews de militantes et de militants, Mouvement des travailleurs chrétiens, Vie ouvrière, 4<sup>e</sup> trimestre, 1983.

Étiennette et Stéphan

## Coude à coude

Il avait 21 ans, elle en avait 66. Leur histoire débute en 1995. Il était jeune militant fougueux, elle était religieuse retraitée, aussi fougueuse que lui. Le 30 octobre, Stéphan Tremblay et Étiennette Dallaire ont sauté de joie quand ils ont gagné leur bataille référendaire dans le comté Lac-Saint-Jean avec plus de 75 % du vote. Plus tard dans la soirée, la joie cède la place à la déception. Le verdict national frappe en plein visage. Ils sont à 1 % de réaliser leur rêve. «Stéphan pleurait, raconte Étiennette Dallaire. Je n'étais pas forte non plus! Il s'est alors approché de moi et m'a consolée.»

Dans ce comté qui a obtenu la plus forte majorité du OUI lors du dernier référendum, l'élection se joue lors de l'investiture. Le 25 mars 1996, Étiennette Dallaire était là mais pas pour Stéphan. Elle se trouvait parmi les sympathisants-es du milieu communautaire qui présentaient une candidate, l'ex-présidente de l'AFÉAS du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Au premier tour, celle-ci arrive dernière. C'est le temps de se rallier. À qui? Aux deux autres candidats vedettes dont le bagage politique est reconnu? Ou à ce jeune inconnu dont le discours a enflammé la salle? C'est la surprise. Au deuxième tour, il est élu et devient le plus jeune député du Bloc québécois. «J'ai été le premier surpris», reconnaît-il encore aujourd'hui.

La première sortie publique de Stéphan Tremblay comme député le ramène une fois de plus vers Étiennette Dallaire. Il participe à un quillethon en faveur d'un organisme fondé par la religieuse, l'Association des citoyennes averties d'Alma. «Elle est ma conseillère en matière de justice sociale, de pauvreté. Lorsque j'ai besoin d'avoir le pouls de la population, de savoir ce qui se passe sur le terrain, j'appelle Étiennette.»

Étiennette Dallaire retrouve un peu d'elle-même dans son jeune protégé. Lorsqu'elle parle de lui, on voit une petite flamme s'allumer dans son regard et un tendre sourire, presque maternel, se dessiner sur son visage. «Il est jeune et il a le courage de ses opinions. Il faut l'encourager car il a de bonnes idées.»

### SHOW DE CHAISE

Le 20 avril 1998, Stéphan Tremblay a sorti avec éclat son siège de la Chambre des communes afin de réclamer un débat des parlementaires sur les enjeux sociaux de la mondialisation de l'économie. La veille, il était en compagnie d'Étiennette Dallaire. «Il ne pouvait pas me dire ce qu'il allait faire. On aurait dit qu'il se rendait à l'abattoir! J'ai fait un rapprochement avec Jésus et j'ai prié. Le lendemain, quand je



PHOTO: FLORENT COULOMBE

«Elle est ma conseillère en matière de justice sociale, de pauvreté. Lorsque j'ai besoin d'avoir le pouls de la population, de savoir ce qui se passe sur le terrain, j'appelle Étiennette.»

L'ai vu sortir avec son siège à la télévision, je me suis dit : «Ça y est», et je n'ai plus été inquiète pour lui!»

Le 10 décembre 1998, les deux acolytes sont réunis à nouveau. Cette fois, Étiennette Dallaire se retrouve assise à la gauche de Stéphan Tremblay à la Tribune de la presse à Ottawa. Elle avait le mandat de parler de la pauvreté en marge du dépôt à la Chambre des communes d'une pétition de 50 000 noms, demandant la création d'un comité spécial des Communes pour analyser l'impact de la mondialisation sur le pouvoir public.

Ce même jour, elle était invitée à l'Assemblée nationale pour recevoir un prix de la Commission des droits et libertés. C'était la reconnaissance personnelle de son engagement social et une belle occasion de faire parler de l'Association des citoyennes averties d'Alma, organisme qui était à l'honneur le même soir au Musée des civilisations. «Elle avait le choix entre aller recevoir un prix ou se rendre utile à Ottawa», mentionne Stéphan Tremblay avec un sourire dans la voix. Elle a choisi de poursuivre la lutte.

Une de ses compagnes, «la plus sage et la plus traditionnelle», dit-elle, lui a dit qu'elle trouverait «dommage qu'elle laisse tomber le jeune qui se bat tellement fort pour ses convictions». «En arrivant là-bas, j'ai dit à Stéphan qu'il n'y avait que lui qui pouvait me faire choisir Ottawa plutôt que Québec!»



# Une force collective dans l'industrie du camionnage

● Le Syndicat des Métallos a fondé l'Association professionnelle des chauffeurs de camion, section locale 9437 afin de favoriser le regroupement des chauffeurs de camion au



Québec. ▼ Dernièrement, le Syndicat des Métallos s'associait avec la Coop des camionneurs afin de donner à l'ensemble des

membres un plus grand pouvoir économique.

Ils regroupent 6000

camionneurs à l'heure actuelle.



Désormais, le Syndicat des Métallos avec l'Association des chauffeurs de camion, section locale 9437 et la Coop des camionneurs, constitue non seulement une force pour représenter les camionneurs mais aussi une force économique au service de ces derniers.

## Pour information:

### ● Syndicat des Métallos

4115 Ontario Est 3<sup>ème</sup> étage, suite 315

Montréal, Qc H1V 1J7

Téléphone: (514) 522-9324

1-888-522-9324

### ▼ Coop des camionneurs

9930, Côte-de-Liesse,

Lachine, Qc H8T 1A1

Téléphone: (514) 636-1133

1-800 563-1133

## Nos services

- Représentation auprès de tous les intervenants (ministères du transport, du travail, du revenu, services de police, etc.); Services juridiques à l'échelle internationale dans le cadre de l'exercice du travail; Régime de retraite; Information; Formation adaptée et accessible.

- ▼ Achat de camions et remorques; Assurances camion; Assurances collectives (salaire, médicaments, vie, etc.); Dépistage de drogue et alcool; Financement d'équipement; Garantie moteur; Location de véhicules; Mécanique générale; Permis; Pétrole; Pièces et accessoires; Pneus; Services de comptabilité; Système d'alarme; Téléphonie cellulaire.

## Important

La liste des services est loin d'être exhaustive. Les chauffeurs de camion pourront négocier tout autre service qu'ils voudront se donner.



## *Le dictionnaire électronique sans pareil!*

Tirez profit du dictionnaire électronique bilingue anglais-français / français-anglais le plus complet au monde, TERMIUM®, la banque de données linguistiques du gouvernement du Canada.

Convivial et rapide comme l'éclair, TERMIUM® vous permet de gagner du temps en vous évitant d'avoir à feuilleter dictionnaires et ouvrages de référence. Vous n'avez qu'à cliquer pour lancer une recherche, et TERMIUM® s'occupe du reste! Il ne lui faudra que quelques secondes pour trouver ce dont vous avez besoin parmi les millions de termes que contient sa banque de données.

Outil indispensable pour les rédacteurs, les chercheurs, les gens d'affaires et les traducteurs, TERMIUM® vous permettra d'être plus productif et de rédiger avec plus de précision.

Une interface facile d'utilisation, plus de 3 millions de termes et d'appellations, trois outils électroniques d'aide à la rédaction absolument essentiels, *Le guide du rédacteur*, *le Canadian Style* et *le Lexique analogique* avec, en plus, sur la version Internet, plus de 70 000 fiches avec des équivalents espagnols et une terminologie mise à jour chaque mois... Voilà la puissance de TERMIUM® à votre service!

Pour avoir cet outil de référence unique en son genre à portée de la main, en version CD-ROM ou en version Internet, communiquez sans tarder avec les Services à la clientèle du Bureau de la traduction :

Tél. : +1 (819) 997-9727 ou 1-800-TERMIUM (Canada et É.-U.) • Téléc. : +1 (819) 997-1993

CÉ : [bureau@tpsgc.gc.ca](mailto:bureau@tpsgc.gc.ca) • Site Internet : [www.bureaudelatradsuction.gc.ca](http://www.bureaudelatradsuction.gc.ca)



# TERMIUM®

## *The Unique Electronic Dictionary!*

Put the speed of the world's most comprehensive bilingual electronic French-English/English-French dictionary at your fingertips with TERMIUM®, the Government of Canada linguistic data bank.

User-friendly and lightning fast, TERMIUM® eliminates the time and inconvenience of flipping through dictionaries and reference books. Just point and click with your computer mouse! TERMIUM® does the rest, searching its data bank of millions of terms in just seconds to find the one you need.

An essential tool for writers, researchers, business people and translators, TERMIUM® will improve your personal productivity and the accuracy of your texts.

An easy-to-use interface, over 3 million terms and names, three essential electronic writing assistance tools (*Le guide du rédacteur*, *The Canadian Style* and the *Lexique analogique*) and, on the Internet version, more than 70,000 records with Spanish equivalents as well as cutting-edge terminology updated monthly . . . That's the power of TERMIUM® at your service!

To obtain this unique reference tool whenever you need it, either on CD-ROM or on the Internet, call the Translation Bureau's Client Services:

Tel.: +1 (819) 997-9727 or 1-800-TERMIUM (Canada and U.S.) • Fax: +1 (819) 997-1993

E-Mail: [bureau@pwgsc.gc.ca](mailto:bureau@pwgsc.gc.ca) • Internet Site: [www.translationbureau.gc.ca](http://www.translationbureau.gc.ca)



# La bonne nouvelle OGM

**M**a maxime personnelle, c'est qu'il ne faut pas s'arrêter de vivre pour s'empêcher de mourir. À force de stresser sur ce qui est bon ou mauvais pour la santé, les mélanges à faire et ceux à ne pas faire, on finit par occuper pas mal de son espace mental et par devenir des candidats-es à l'ulcère d'estomac. Je bois de la bière, je mange des patates, des oeufs et de la crème, tout ça en même temps et au diable Montignac!

Mais voilà que les OGM viennent troubler mon insouciance alimentaire gardée à peu près intacte malgré les scandales de la vache folle et du poulet à la dioxine dont, il faut dire, un océan nous sépare. À l'heure de la mondialisation, les OGM (à ne pas confondre avec les ONG), les organismes génétiquement modifiés, essaient.

Quel rapport entre les OGM et la bouffe? Sous un nom aussi peu affriolant, les OGM, ça se

mange. À quoi les reconnaît-on? Quand vous verrez des tomates carrées à l'épicerie, ça sera assez évident. Mais en attendant, ça peut être une vulgaire pomme de terre ou votre prochain épi de maïs, lesquels passeront incognito dans votre panier. Les effets sur la santé? Pas un mot là-dessus.

Mais ça, ça reste de la petite bière. On travaille à produire des grenouilles sans tête, et pas pour leurs cuisses, malheureusement. Ça ne serait qu'une étape vers la production d'humains-es pas de tête afin d'en prélever les organes pour la transplantation, sans trop de problèmes éthiques. Moi, c'est pas mêlant, ça me coupe l'appétit ben raide. Vous ne connaissez pas un scientifique prêt à travailler sur une formule pour mettre un peu de plomb dans la cervelle du monde qui se cache derrière ça avant qu'on perde toutes l'appétit ou... la tête? ☹

Plus de **900** points  
de dépôt  
à travers le Québec  
pour vous procurer  
votre exemplaire  
gratuit  
de **recto  
VERSO**



Disponible gratuitement au Québec dans les librairies, bibliothèques, kiosques à journaux, CLSC, syndicats, organismes et centres communautaires ainsi qu'en Ontario dans plusieurs centres culturels francophones. Pour plus d'information n'hésitez pas à communiquer avec Edith Tessier, (514) 523-5998 poste 24.

**Vous êtes intéressés à devenir un point de dépôt pour le magazine?**

**Nous vous fournirons un présentoir et 50 magazines à chacune des parutions.**

Veuillez remplir et nous retourner le coupon suivant. La responsable de la distribution communiquera avec vous dans les plus brefs délais.

Nom | \_\_\_\_\_

Organisation | \_\_\_\_\_

Adresse | \_\_\_\_\_

Code postal | \_\_\_\_\_

Tél. | \_\_\_\_\_ Téléc. | \_\_\_\_\_



1215, rue Visitation, bureau 101  
Montréal (Québec) H2L 3B5  
Tél. : (514) 523-5998 • Téléc. : (514) 523-5812  
Adresse électronique : vo@mblink.net

# FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL

## Monsieur Bouchard

*Un réinvestissement  
dans l'enseignement collégial...*



## EST-CE TROP DEMANDER ?

1259, rue Berri, bureau 400  
Montréal (Québec) • H2L 4C7  
Tél. : (514) 848-9977  
Télec. : (514) 848-0166  
Internet : [www.lafac.qc.ca](http://www.lafac.qc.ca)  
Courriel : [fac@lafac.qc.ca](mailto:fac@lafac.qc.ca)

Les découvertes urbaines  
de L'autre Montréal :

quand on scrute le passé... pour mieux façonner l'avenir

15 circuits de visites en autobus,  
sur des thèmes d'actualité :  
immigration, inégalités sociales,  
développement urbain, etc.

Une formation  
à la citoyenneté!

Pour information :

Collectif L'autre Montréal

Téléphone : [514] 521-7802

Télécopieur : [514] 521-5246

Courrier élect. : [autrmtl@cam.org](mailto:autrmtl@cam.org)

Le bouquineur

Jean Lapalme

# Dans le médiat...

**D**ans son dernier ouvrage, le philosophe québécois Jacques Dufresne apporte une réflexion d'une grande richesse et... quelques pistes de solution à propos du profond malaise qui habite la société contemporaine sur fond de techno-science triomphaliste. Les considérations de l'auteur sur la connaissance sont absolument passionnantes: «Il apparaît ainsi que le passage de la connaissance médiata à la connaissance immédiate est le sens même de la vie.»



Selon Dufresne, la connaissance immédiate ne se limite pas à «la connaissance au premier degré», la connaissance instantanée acquise par l'expérience directe; elle est plutôt la connaissance de l'essence, de la nature intrinsèque des phénomènes; elle implique un processus, une démarche, un parcours. Il fait souvent référence à ce que la tradition chrétienne nomme la révélation pour illustrer ce que serait la connaissance immédiate, celle qui mène au cœur des choses.

Contre toute attente et partant ainsi à l'assaut d'une croyance populaire bien nourrie par les milliards du complexe techno-scientifique, Dufresne ne croit pas que ce

soit la démarche scientifique et la pensée formelle qui nous mènent à l'essence des choses. La science ainsi que la pensée formelle ont leurs limites. Plus: dans les faits, ce duo infernal et son discours nous éloignent de la connaissance immédiate, défont les liens que l'humanité a jusqu'ici entretenus avec le «monde», l'univers, avec l'en deçà (les processus vivants, la réalité non «médiatisée») ainsi que l'au-delà (la spiritualité).

De façon à bien faire comprendre l'objectif ultime de la pensée formelle et de la connaissance médiata, médiatisée, Dufresne cite Albert Minski, sans aucun doute une des plus grandes autorités en matière d'intelligence artificielle.



Selon Minski, le corps humain n'est qu'un «bloody mess of organic matter» (un gâchis sanguinolent de matière organique, traduction libre). Lisez bien ces mots et répétez-les à voix haute au moins cinq fois puisqu'ils expriment mieux que tout la finalité poursuivie par la techno-science: se débarrasser de cet artifice embêtant et gênant, parfois souffrant, que constitue notre corps pour accéder à la pure pensée et la pure virtualité! Mais alors que sera devenue notre humaine condition?, demande l'auteur.

Comment en sommes-nous arrivés là? Dans un dernier chapitre absolument fascinant, Dufresne tente de répondre à cette question en nous faisant découvrir le millénarisme: «Le millénarisme, c'est l'espérance de ces mille années où le Dragon ayant été enchaîné (par Dieu à la tête de l'armée des bons-nes), tous les maux, physiques et moraux, qui affligent l'humanité auront disparu, y compris la mort.» Il n'est pas clair comment la technique s'est imposée comme voie d'accès obligée à ces mille années de bonheur, mais il demeure que: «L'antique croyance millénariste est... restée ce qu'elle était à l'origine: la conviction que la fin du monde était proche et qu'il allait s'ensuivre mille années paradisiaques auxquelles il convenait de se préparer en pratiquant le culte de la science et de la technique... Grâce à ce progrès, l'homme allait reconquérir sur la nature le pouvoir que le péché originel lui avait fait perdre.»... 

L'art visuel en Allemagne nazie

# Cette nuit on peint à Naziland

Marie Hélène  
Poitras

1933-1945

Il ne se passe pas une semaine, en cette fin de siècle, sans que ne change encore de main une oeuvre confisquée par l'Allemagne nazie, friande d'art.

En 1933, Hitler et son gouvernement sont élus, démocratiquement, avec une conception de l'art qui ne laisse pas de place à la dissidence. Des artistes ont travaillé de pair avec les Nazis, d'autres leur ont tenu tête en cherchant à dénoncer les idées véhiculées par les têtes dirigeantes du III<sup>e</sup> Reich. Retour sur l'art comme obsession unanime...

On pourrait croire que l'art sous les régimes fascistes n'a pas de place. Erreur. En 1933, au moment où Adolf Hitler devient chancelier du régime, la culture est au cœur des débats. «L'étendue de l'intérêt que le gouvernement de la nouvelle Allemagne porte aux questions de l'art est extraordinaire», s'étonne l'écrivain allemand Gottfried Benn.

Dans *Un art de l'éternité*, Éric Michaud explique la raison de cette si grande importance accordée à l'art. «Parce que le nazisme fondait sa conception du monde sur le mythe de la race supérieure, seule créatrice de culture, l'art fut [...] la raison d'être et la fin d'un régime qui se présentait comme "la dictature du génie". [...] Guidé par un Führer artiste, le peuple "aryen" modelait sa propre figure, en dessinait les contours, éliminant son fond "parasite" pour atteindre l'éternité promise.»

## L'ART SELON ADOLF

Il faut dire que l'homme à la petite moustache a un passé d'artiste. Jeune homme, Hitler a tenté, à deux reprises en 1907 et 1908, d'être admis à la faculté des beaux-arts de l'Académie de Vienne. En vain. Inconnu, il peint pour survivre de toiles réalistes, genre cartes postales.

Curieux contraste avec un courant qui se développe à la même époque et réunit de jeunes idéalistes passionnés: l'expressionnisme. La valeur de la représentation réside dans l'intensité de l'expression. Cet expressionnisme, coloré et théâtral, aux couleurs flamboyantes et aux formes éclatées, révèle les pressentiments d'apocalypse et les désirs de paix d'artistes, tels que Franz Marc, Paul Klee, Otto Dix et Marc Chagall, qui seront bientôt pointés du doigt par les dirigeants du Reich.

«Toute l'esthétique nazie est orientée vers un idéal de classicisme», explique David Ouellette, assistant de recherche au Centre canadien d'études allemandes et européennes. Les Nazis se tournent vers des écoles nationalistes qui font miroiter les racines de la culture allemande. Les Nazis privilégient les tableaux qui font miroiter les racines de la culture allemande: une femme blonde allaitant un bébé blond dans un champ de blé, par exemple. La symbolique de la fécondité, de la race, du sang et du sol natal est le deuxième niveau auquel le-la spectateur-riche accède sans avoir à



IMAGE: JOHN HEARTFIELD

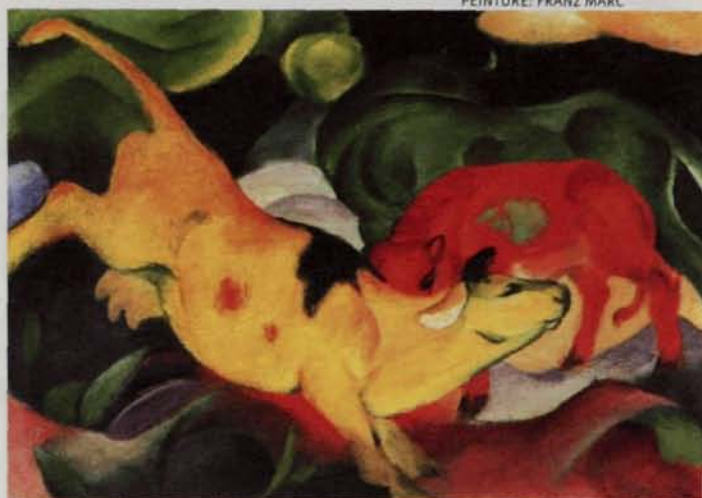
John Heartfield est encore considéré comme le père du photo-montage. Il donne ici, en 1932, son interprétation du salut hitlérien.



Photo prise durant l'exposition sur l'Art dégénéré en 1937.



PEINTURE: VASSILI KANDINSKY



Les toiles de **Kandinsky** et de **Marc** faisaient partie, en 1937, de l'exposition nazie *Art dégénéré*. Vassili Kandinsky avait déjà depuis longtemps achevé sa "mutation abstraite". Franz Marc était décédé depuis 20 ans.

pousser très loin l'analyse. Rien à voir avec les vaches jaunes contorsionnées de Franz Marc. D'ailleurs, pour ridiculiser ses toiles, les Nazis claquent tout haut: "Faites venir un fermier et il vous dira que ça n'a aucun sens, qu'aucune vache ne ressemble à ça." Sébastien Desrosiers, étudiant en histoire de l'art, s'est intéressé aux artistes qui ont nagé à contre-courant du nazisme. «Dès qu'une dictature s'installe, l'avant-garde disparaît. Lorsque les artistes ne choisissent pas l'exil de leur propre chef, les dirigeants du régime s'arrangent pour les faire taire. On remarque alors un retour à des valeurs traditionnelles qui servent l'image de la nation. On ne veut pas d'un art abstrait: tout doit rester porteur d'un message clair, au service d'intérêts politiques.» Les toiles des expressionnistes sont ridiculisées, traitées comme les symptômes de troubles psychiatriques profonds, ou brûlées dans d'imposants autodafés.

#### NOUVEAU GOUVERNEMENT

Dès son accès au pouvoir en 1933, Adolf Hitler crée le Ministère de l'Information populaire et de la Propagande. Dès lors, les journalistes et les intellectuels-les qui souhaitent continuer à travailler n'ont d'autre choix que d'écrire dans une optique propagandiste. Écrire sur l'art n'est permis que dans les journaux contrôlés par les Nazis.

Juif et expressionniste, **Chagall** était une cible de choix pour les Nazis.



PEINTURE: MARC CHAGALL

Dans la caricature, les Nazis ont trouvé un outil efficace de manipulation de l'opinion publique. Les images sont simples et appellent une émotion plutôt qu'une réflexion. «Le totalitarisme nazi ne souffre ni l'ironie, ni l'auto-dérision. Les lecteurs peuvent rire, mais aux dépens de l'ennemi exclusivement», précisent les auteurs de *Les illustrateurs au service de la propagande nazie*, Jean-Christophe Delmas et Éric Roulet. La caricature est comprise d'un coup d'œil. Elle est sou-

vent réalisée dans le but de frapper l'imaginaire de l'enfant, de l'adolescent-e ou de la femme au foyer: «Les caractéristiques attribuées au Führer par les artistes officiels du régime – regard volontaire, buste vigoureux, expression ferme... – sont inversées lorsque la caricature s'attaque aux chefs d'État ennemis. Churchill devient bedonnant et haineux, Roosevelt, vieillard handicapé et hystérique», observent Roulet et Delmas.

Si plusieurs artistes s'exilent et que d'autres servent la cause nazie, Raoul Hausmann, John Heartfield et George Grosz utilisent la caricature, le photomontage, le collage, le poster, la publicité, dans le but de dénoncer les camps de concentration, la politique d'exclusion des Juifs-ves et les décisions de l'armée nazie. «Cet art engagé, qui passe par la protestation, est affiché dans la rue et dans quelques journaux marginaux. Aux yeux des Nazis, ces pratiques artistiques sont... dégénérées, donc dignes de mépris mais de peu de cas», remarque Sébastien Desrosiers.

Entre 1933 à 1937, les Nazis organisent une véritable chasse à l'art dans les pays voisins. Hitler projette d'ouvrir un musée destiné à accueillir la plus grande collection d'art germanique jamais rassemblée ainsi que des chefs-d'œuvre d'art étranger: le Musée de Linz. Les œuvres sont réunies afin qu'Hitler et le responsable des acquisitions et tête dirigeante de la Galerie nationale de Dresde, Docteur Hans Posse, puissent faire leur choix. En France, dès 1935, l'administration des musées s'inquiète et prépare un plan de protection des œuvres d'art en cas de guerre avec l'Allemagne. Des listes d'œuvres sont dressées. Châteaux, églises et abbayes sont repérés et des itinéraires d'évacuation sont établis.

#### ENTRE SATIRE ET RÉSISTANCE

En 1937, au moment où les Juifs-ves sont de plus en plus internés dans les camps de concentration,

une exposition portant sur ce que les Nazis ont nommé «l'art dégénéré» est présentée à Munich. Celle-ci, très populaire – plus de trois millions de visiteurs-ses s'y sont rendus –, réunit des œuvres d'art moderne, présentées au public comme étant une preuve tangible de dégénérescence. On dénonce tantôt la forme, le style expressionniste, l'agression des couleurs, l'abstraction, tantôt le sujet des œuvres: «Des estropiés tordus et des crétiens, des femmes qui ne peuvent inspirer que du dégoût, des hommes qui sont plus proches des animaux que des êtres humains, des enfants qui, s'il devait en exister de semblables, seraient immédiatement considérés comme une malédiction divine!», déplore Hitler.



PEINTURE: ADOLPH WISSEL

*Exemple de peinture classique célébrée par les Nazis.*

Dans le but de leur faire comprendre la nécessité d'une certaine purification, les Nazis invitent les visiteurs-ses à adopter une attitude sarcastique en regard de ces œuvres. Des tableaux sont carrément renommés, comme *Autoportrait en soldat* d'Ernst Ludwig Kirchner, devenu *Soldat et putain*. Si certains professeurs-es d'académies prestigieuses invitent leurs étudiants-es à aller y jeter un coup d'œil dans le but de leur faire voir la laideur d'un tel art, des journalistes en sortent bouleversés. Ils ont aimé ces toiles et préfèrent garder le silence que d'écrire des articles railleurs sur les œuvres présentées. De grands artistes – Pablo Picasso, Henri Matisse et Vincent Van Gogh – y sont tournés en dérision.


#### CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE

De 1933 à 1945 en Allemagne, on trouve aussi d'autres artistes... Durant leur séjour dans les camps de concentration, certains détenus-es ont créé des œuvres dans des conditions physiques et mentales pénibles. Martine Fournier, étudiante à l'Université

Concordia, s'est intéressée à leurs créations dans un travail consacré aux artistes prisonniers-ères. «Ils ont voulu laisser une marque de leur passage dans les camps. En créant dans des conditions qui mettaient souvent leur vie en péril, ils se sont évadés d'un quotidien invivable, ont tenté de garder espoir et contrôle sur quelque chose. Certains y ont vu une manière de désobéir, ce qui a donné un sens à leur survie quotidienne.»

Gershon Iskowitz, un Canadien d'origine polonaise emprisonné durant presque toute la Deuxième Guerre mondiale, est un de ces artistes téméraires. Par chance, il met un jour la main sur du matériel d'art. La nuit venue, il échange quelques heures d'un sommeil que son corps fatigué réclame contre des moments de création. «Il cachait ses œuvres sous les planches ou dans son lit, dans l'espoir que quelqu'un tombe un jour sur celles-ci», précise Martine Fournier.

Loren Lerner, professeur au département des beaux-arts de l'Université de Concordia, observe que les œuvres réalisées par ces artistes sont souvent réalistes. «Par exemple, un homme très maigre tentant péniblement de mettre une cuillerée de soupe dans sa bouche.» Ils devaient agir en toute discrétion, leurs élans artistiques n'étant pas les bienvenus dans les camps. Certains artistes moins chanceux ont été démasqués. D'autres prisonniers-ères sont devenus portraitistes de têtes dirigeantes du régime... ou ont continué à dessiner des scènes du quotidien des détenus-es. Les Nazis prévoyaient, après l'extermination complète des prisonniers-ères, ériger un musée dans le but de montrer ce qu'avaient été les Juifs-ves du temps où ils existaient.

Un musée, il y en a un, à Dachau, sur le site d'un camp de la mort, pour montrer plutôt comment ici les Juifs-ves ont vécu et ont été tués. Ce qu'on ne verra plus, c'est le Dachau d'avant les années 30, une petite ville d'artistes, style quartier latin, très dynamique. 



PEINTURE: GEORGE GROSZ

*La société allemande vue par Grosz, qui rappelait souvent les liens étroits entre les militaires nazis et les industriels allemands. Aux confluent du dadaïsme, de l'expressionnisme et du futurisme, George Grosz a dû s'exiler aux États-Unis pour continuer son oeuvre à partir de 1932.*



PEINTURE: PAUL KLEE

*Paul Klee a enseigné au Bauhaus jusqu'en 1930.*

L'agriculture près des villes

# Rat des villes rat des champs

Nathalie Paquin

Historiquement, le pays a été habité, et les villes fondées, en fonction de la qualité agricole des terres. C'est donc autour de l'île de Montréal qu'on retrouve les meilleurs sols du Québec. Mais l'urbanisation et l'étalement urbain mettent de plus en plus de pression sur l'activité agricole environnante.

**À** Verchères, sur la rive sud de Montréal, des poursuites ont déjà été intentées par des citoyens-nes contre un voisin, producteur céréalier. La poussière dégagée par le système de séchage du maïs de la ferme était en cause. Peine perdue pour le poursuivant; il n'existe aucune loi pour «réglementer» la poussière. Du côté de la direction de l'urbanisme de la municipalité, on affirme que «oui, il y a parfois des accrochages

— avec des producteurs agricoles. Ça paraît peut-être plus gros... Mais ils sont semblables à ceux des zones industrielles.»

Exploiter une ferme près d'une grande ville comporte certains avantages pour un producteur agricole, telle la proximité des lieux de distribution. Mais cela peut aussi comporter son lot d'inconvénients: relations tendues avec les MRC, accusa-

tions de pollution par l'odeur, le bruit ou la poussière. Dans le secteur du Grand-Montréal, il n'est pas rare d'assister à des situations conflictuelles entre municipalités et agriculteurs-ices.

## VÉGÉ

La Rive-Sud compte environ 600 exploitants-es agricoles sur un territoire délimité entre Contrecoeur et Saint-Constant, jusqu'à Chambly. Un fort pourcentage de ces fermes est constitué d'exploitants-es céréaliers. Plusieurs ont abandonné la production animale au profit de la production végétale, surtout du soja et du maïs. Une tendance très marquée au cours des cinq à dix dernières années.



PHOTOS: DANIEL S. LEGAULT

## D'autres sons de cloches

Plus loin de Montréal, c'est l'intensité de certaines activités qui fait problème, notamment les grosses porcheries.

Bertrand Allard, maire de Saint-Thomas-de-Pierreville (plus au nord, à 75 minutes de route de Montréal), lui-même producteur céréalier, a son avis là-dessus. «Avant, les producteurs se trouvaient près de Saint-Hyacinthe, puis à Saint-Lazare. Là, ils ne peuvent plus bâtir de porcherie, alors ils sont en train de nous emplir par ici.»

La nouvelle réglementation de zonage n'a pas été sans protestations dans sa municipalité où la majorité des citoyens-nes sont des agriculteurs-rices. «Pour quelle raison bâtirait-on une porcherie dans un endroit où les vents dominants soufflent sur les rangs? C'est exactement dans ce sens-là qu'on a fait notre règlement municipal; on a des zones sur le côté sud où on ne peut pas bâtir.» Pour cet homme, il est clair que chaque municipalité devrait se doter d'une réglementation stricte afin d'éviter toute confusion.

M. Allard ne se montre pas très tendre à l'égard de l'UPA. «L'UPA s'emballe, surtout en ce qui concerne le zonage agricole. Ils veulent soulever les producteurs... Ils ne disent pas que 95 % des producteurs sont d'accord de construire les porcheries au bon endroit. Ce sont deux producteurs qui ont "mené le train". Il n'y aurait pas eu de trouble si l'UPA n'avait pas été là!», lance M. Allard, outré.

### PLUS LOIN ENCORE

M. Bouchard, de Saint-Germain-de-Kamouraska, lui-même agriculteur autrefois, pendant 20 ans, se bat, entre autres, contre la venue d'une porcherie au nom de la protection de l'environnement et de la sauvegarde du tourisme et de l'apport culturel, dans la région. En militant de la ruralité.

«Les producteurs se sont donné l'immunité totale avec la loi 23 qui leur fait dire: "on est chez-nous, on est en zone verte, on fait ce qu'on veut"... Les agriculteurs, veut, veut pas, sont dépositaires du paysage. Mais ils le défont...»

M. Bouchard dit qu'au moment de tracer les grandes lignes du nouveau schéma d'aménagement de sa MRC, celle-ci aurait dit: «On va demander à l'UPA de venir établir les premières bases.» Il crie au «loup dans la bergerie». «Le comportement de l'UPA, actuellement, est un comportement de mafia. C'est le lobby le plus puissant qu'il y a au Québec en ce moment. S'ils ne sont pas arrêtés d'ici quelques années, ils vont complètement *scaper* la campagne!»

Ainsi, près des villes, ce n'est plus tant l'odeur de purin qui dérange. La venue de règles dites plus strictes concernant l'épandage aurait fait entendre raison à la majorité des producteurs-rices, soutient l'UPA. Mais d'autres facteurs causent encore problème, explique Gaétan Bachand, producteur agricole depuis 40 ans à Saint-Hubert, en banlieue sud de Montréal: «Il existe un semblant de zone tampon, une distance, entre nous et les résidents. Ici, nous n'avons pas de problème car nous n'avons pas de production animale. Mais la poussière et le bruit des systèmes de séchage du maïs servent de plus en plus de prétextes à certains pour dire que l'agriculture dérange.» On s'empresse d'ajouter que cette poussière serait sporadique en agriculture, en moyenne 30 jours par année.

«C'est vrai qu'avant, les producteurs avaient peu d'expérience. Maintenant on sait où placer les systèmes pour qu'ils soient moins bruyants, selon les vents et parfois on va aussi placer des coupe-bruit. Ça va mieux, les producteurs ont fait des efforts pour améliorer la situation, mais il y a encore des gens allergiques à l'agriculture! La solution c'est de se parler poliment, calmement. Si la première chose qu'on reçoit c'est une lettre d'action ou d'avocat, ça part mal la discussion», poursuit M. Bachand.

### LE «DROIT DE PRODUIRE»?

Afin d'entretenir de bonnes ententes de voisinage, une certaine directive re-

lative aux distances à respecter entre un-e producteur-riche agricole et ses voisins-es avait été établie. En 1997, le ministère de l'Environnement a instauré, avec la loi 23, un calcul complexe basé sur diverses composantes, dont le type d'exploitation (animale ou céréalière), sa grosseur, la ventilation utilisée, permettant d'établir les distances séparatrices à respecter. Bref, une mesure applicable au «cas par cas».

Les plus anciens producteurs-rices bénéficient d'un droit acquis, leurs terres étant à l'abri de la loi 23. Il s'agit du voisinage le mieux toléré, semble-t-il, puisqu'à leur arrivée, les nouveaux-lles voisins-es connaissent l'existence des fermes et ses activités connexes. «La friction survient plutôt au moment où ces fermes envisagent de grossir», souligne l'UPA. Si l'expansion concerne la portion habitable, le feu vert est donné. Toute-

fois si elle touche les activités de la ferme, les calculs de la loi 23 s'appliquent.



**NOUZ ZONONS, VOUZ DÉZONEZ, ILS REZONENT**

Les paysages urbains se transforment, les développements résidentiels et routiers, de même que les installations de services gagnent du terrain. Situé près de l'autoroute 30, M. Bachand est à même de le constater: «En 40 ans, ça a énormément changé, l'accès routier et tout. Et si on m'avait parlé des Promenades Saint-Bruno quand j'étais jeune...»

Pour certains producteurs-rices, les municipalités passent leur temps à transformer le zonage (définition de secteurs résidentiel, agricole ou industriel), afin de recréer le paysage... et «leur compliquer la vie». «Les ententes avec les municipalités ne sont pas faciles. Il a déjà fallu en acculer au mur. Ça a été le cas dans la région de Vaudreuil. Le type rencontrait toutes les normes de l'environnement, et même plus, mais la Ville ne voulait pas lui donner son certificat d'autorisation», relate M. Bachand.

À l'Acadie aussi des producteurs-rices se sont déjà mobilisés à près de 1 000 pour appuyer l'un des leurs. Ils ont notamment empêché le Conseil de Ville de siéger ce soir-là. «Toutes les municipalités maudissent la loi 23. Si elles avaient été raisonnables, on n'en aurait pas eu besoin! Pour la majorité des

maires et des conseillers, une terre c'est fait pour y installer des maisons», lance M. Bachand.

**ÇA BRASSE AUSSI DANS LE NORD**

Dans la couronne nord, les affrontements entre les MRC et les producteurs-rices agricoles sont plus tendus. Et ils sont peut-être plus intenses que sur la Rive-Sud, selon l'UPA. Surtout à Saint-Eustache et à Boisbriand, nous dit-on. Ceci, en raison de l'étalement urbain plus agressif, du boom domiciliaire qui sévit dans ce secteur actuellement. Au total, 1 500 producteurs-rices vivent dans cette région qui englobe les îles de Laval et de Montréal et s'étend jusque dans la région des Basses-Laurentides.

«À Saint-Eustache, il y a une lutte de zonage très, très nette. Un mouvement qui tend à dézoner du terrain déjà agricole pour le remettre en zone blanche (zone résidentielle). Il y a beaucoup d'argent en jeu, c'est clair», dit M. Duranleau de l'UPA. Un projet domiciliaire d'envergure peut en effet représenter des dizaines de millions de dollars. «La pression pour dézoner est forte pour un producteur agricole, surtout depuis la dernière décennie», ajoute Luc Fuoco de l'UPA, région Outaouais-Laurentides.

Yvon Desormeaux, producteur laitier et maraîcher à Saint-Eustache et président du syndicat de base de Deux-



Montagnes, a appris ce métier par son père qui le tenait de deux générations antérieures. Il rapporte le cas d'un producteur agricole de Boisbriand, coincé par les pressions municipales, pour lequel un comité d'aménagement s'est réuni, l'automne dernier. Une manifestation – très médiatisée – avait eu lieu.

«Après, ça s'est calmé. Mais il faut toujours être vigilant. Le gouvernement a obligé la MRC à avoir un comité consultatif agricole. Avec des discussions, on commence à faire changer l'idée des élus municipaux. La loi 23, c'est un outil pour nous. Nous on veut des zones agricoles permanentes... On n'est pas une zone dépotoir. S'il y a quelque chose qu'on ne veut pas voir dans la ville, on le met dans la zone agricole!»

M. Desormeaux blâme amèrement les municipalités qui s'empressent de développer en zones résidentielles des terrains qui auraient pu garder leur vocation première agricole: «Prenons Laval, si on avait fait plus attention on aurait pu mettre les maisons plus loin. Et quand je vois cette école perdue dans le champ à Repentigny (école Félix-Leclerc), ça me

fait mal au coeur! Il n'y a pas de volonté. Au Québec, il ne reste que 2 % de territoire cultivable. Si on continue de pousser toujours plus loin, que va-t-il rester? On s'en va où avec ça? Qu'est-ce qu'on va laisser en héritage à nos enfants? On se fait dire qu'on bloque les projets, mais nous, tout ce qu'on veut, c'est de protéger les projets agricoles!»



À l'Acadie, les agriculteurs-rices se sont mobilisés.



Qu'est-ce qu'on ne ferait pas  
**POUR VOUS!**

www.saq.com

La modération a bien meilleur goût. 



## Services de santé assurés hors du Québec

Pour obtenir des renseignements, jour et nuit,  
 tous les jours de la semaine :

Québec : (418) 646-4636

Montréal : (514) 864-3411

Ailleurs au Québec (sans frais) : 1 800 561-9749

Internet : <http://www.ramq.gouv.qc.ca>



Régie de  
 l'assurance maladie  
 du Québec

La Régie ne paie pas tout.  
 Pensez à une assurance voyage!



Pour être  
 lu dans



Vous désirez faire connaître les coordonnées d'un futur événement ou d'une offre d'emploi ou toute autre nouvelle d'intérêt public? Sur quatre colonnes, les petites annonces de *Recto Verso* sont réservées aux groupes communautaires et seront facturées au coût de 40¢ la frappe. Date limite de réception: le 14 octobre pour la parution de novembre-décembre 1999. Envoyez-nous vos messages par télécopieur au (514) 523-5812 ou par courriel à [vo@mink.net](mailto:vo@mink.net).

*Recto Verso* est la seule publication à rejoindre prioritairement et directement les militants et travailleurs de la très grande majorité des organisations communautaires, sociales, syndicales, institutions d'enseignement, bureaux politiques et autres lieux d'influence. *Recto Verso* est maintenant lu par plus de 100 000 personnes dont plus des deux tiers sont impliquées socialement ou syndicalement.

Offre d'emploi: direction générale. Poste réservé à une jeune personne handicapée sous le seuil de la pauvreté, provenant d'une minorité visible, parlant au moins cinq langues et ayant terminée un minimum de trois Bac. Envoyez votre CV avant le 31 juillet au 777-7777.

Pancartes à louer pour la période estivale. Le FRAPRU, 222-2222.

Colloque pour discuter de tout et de rien et surtout de ce que vous voulez. Du 9 au 13 août en quelque part. Inscriptions sur place.



Le policier dans la cité

# La proche police



PHOTOS: D. S. LEGAULT, LUDOVIC HIRTZMANN, JULIE PERREAULT, YVES PROVENCHER.



Depuis la nuit des temps, on demande à une partie du groupe humain de veiller, de faire le guet, de protéger le groupe, et l'ordre des choses. Ce statut social a évolué, sa culture aussi, le recrutement également. Le travail est difficile, souvent ingrat. Mais il est facile de devenir policier. Il est payant de l'être.

La main-d'oeuvre n'est donc pas irremplaçable. La force de négociation des corps policiers municipaux comme provincial vient plutôt de la peur viscérale des politiciens-nes et gens d'affaires de voir planer la menace d'un grand désordre soudain. Quand, en plus, on tend à l'auto-financement de la police par l'émission de contraventions et d'amendes, certains-es ne voient plus d'intérêt à se passer de ces fidèles serviteurs-rices.

On aimerait que la police soit à la fois très proche de la population, pour la comprendre, pour la servir, pour améliorer son image, et assez loin pour forcer le respect et éviter tout conflit d'intérêts.

Ironie de l'histoire, à l'heure où on augmente la «professionnalisation» de la police, on recommence comme dans les anciens temps à vouloir recruter des citoyens-nes «modèles» comme aides... Qui de nous fera le guet? [DSL]



Effectifs et conditions salariales

André Giroux et  
Ludovic Hirtzmann

# Au beau milieu de nous...

Les corps de police, au Québec, coûtent 1,3 milliard \$, GRC, Sûreté du Québec et forces municipales confondues. Quelque 13 600 policiers-ères interviennent sur le territoire québécois, soit un-e policier-ère pour 539 personnes, comparativement à une pour 557 en Ontario et une pour 553 pour l'ensemble du Canada.

Le coût moyen per capita est de 156 \$ par an en 1995. Les 8 808 policiers-ères municipaux représentent alors un taux de 1,59 policier-ère pour 1 000 habitants-es. 4 000 d'entre eux relèvent du

Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM). La Ville de Québec compte 415 policiers-ères permanents, qui couvrent aussi les villes de Vanier, Beauport et Boischatel et coûtent un peu moins cher à la collectivité que la moyenne québécoise. Ce qui n'est pas le cas de sa grande sœur Montréal qui est la municipalité la plus policée du Québec, avec 2,31 policiers-ères pour 1 000 habitants-es. C'est aussi l'une des villes où la police coûte le plus cher puisque les Montréalais-es paient chacun 218 \$ par an pour leur sécurité.

S'ajoutent près de 1 000 policiers-ères de la GRC et 3 800 de la Sûreté du Québec. La SQ dessert en exclusivité 65 % du territoire, soit la plupart des municipalités de moins de 5 000 habitants-es.

Au Québec, tous les contribuables ne sont pas logés à la même enseigne. Certaines municipalités bichonnent particulièrement leurs policiers-ères



PHOTO: THÉRÈSE FOURNIER

## À Baie-Comeau.

comme Sainte-Adèle puisque, avec ses dix policiers-ères, la petite ville de 5 000 habitants-es paye 231 \$ par an et par personne pour ses forces de l'ordre. Léry, petite bourgade de 2 572 âmes, consacre ainsi 27 % de son budget municipal à la police. Pour d'autres cités, en revanche, la police n'est pas une priorité. C'est le cas de Chandler dont l'unique policier coûte moins de 18 \$ à chacun des 3 500 habitants-es de la ville. La palme revient à L'Anse Saint-Jean qui n'a pas de policier-ère et consacre à peine plus de 8 \$ par habitant-e au maintien de la paix.

### FLUCTUATIONS

Les policiers-ères québécois gagnent un revenu variant de 44 720 \$ à 58 320 \$ lorsqu'ils atteignent le maximum de l'échelle salariale de constable, soit après 4 à 7 ans d'ancienneté. Normandin, dans le nord du Saguenay, est la ville qui paie le moins, Baie-Comeau est celle qui ré-

tribue le plus. Les policiers-ères de cette ville gagnent davantage que les agents de la GRC et de la Sûreté du Québec. Ceux de la GRC obtiennent 54 000 \$ après trois ans, ceux de la SQ, 53 520 \$ après cinq ans.

«Notre horaire de travail est de 40 heures par semaine, comparativement à 35 heures pour les autres corps policiers, affirme Sonia

Desbiens, secrétaire du Syndicat des policiers de Baie-Comeau. La fusion de Haute-Rive et de Baie-Comeau, en 1982, nous a aussi considérablement aidés. Les avantages des conventions collectives des deux villes furent cumulés pour être intégrés à ceux de la ville fusionnée.»

Les augmentations salariales viennent ensuite des promotions. «Un sergent gagne en moyenne 7 % de plus que le constable, et le lieutenant 7 % de plus que le sergent», précise Yves Prud'homme, président de la Fédération des policiers municipaux du Québec. À l'exception du SPCUM, le poste de sergent est la plus haute fonction syndiquée d'un corps de police. Le salaire versé n'est pas lié à la fonction (patrouilleur ou enquêteur, par exemple), mais au grade: agent, caporal, sergent et, chez les cadres, capitaine, inspecteur, inspecteur-chef, directeur général adjoint et directeur général.

## Policiers-ères pour 100 000 habitants-es au Canada

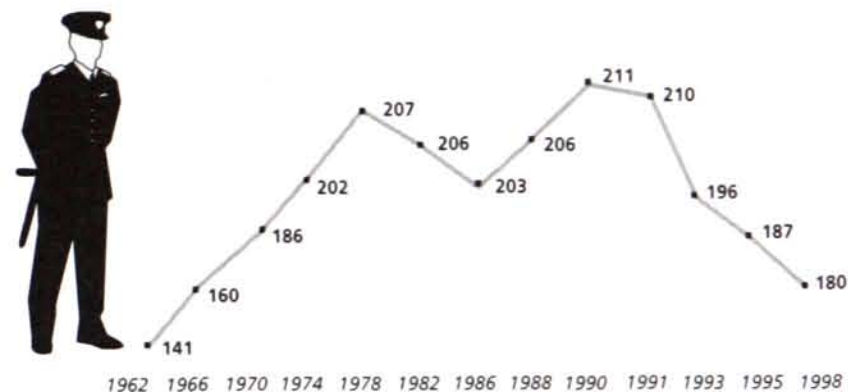


IMAGE: JULIUS KISS

## Financement municipal

# 1 500 \$ en deux heures!

Dès 1997, les policiers-ères des villes de Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville et Baie d'Urfé ont eu une idée de génie: louer des voitures patrouille au coût de 25 000 \$ par véhicule, financées par les contraventions dans lesdites villes. Dans la négociation, on s'est entendu pour pouvoir peindre l'enseigne de la municipalité sur les autos. Le commandant du Poste 1 de l'époque, Paul Chablo, déclarait alors à *La Presse*: «Je peux vous dire qu'avec le coût des contraventions aujourd'hui, on aura payé ces voitures-là en quatre à six mois. Ça ne coûtera rien au contribuable. Dans une opération radar sur Saint-Charles, comme les contraventions sont rarement en bas de 150 \$, une voiture peut rapporter 1 500 \$ en deux heures.» Arithmétique imparable qui nous montre qu'à 750 \$ de l'heure, le-la policier-ère de base rapporte plus qu'une prostituée de luxe...

Cette dérive de la police n'est pas sans soulever un grave problème: le risque de voir une police à deux vitesses. Le commandant Chablo s'en défend même s'il reconnaît qu'une voiture patrouille ne «travaillera uniquement que dans les villes qui la payent». [LH]

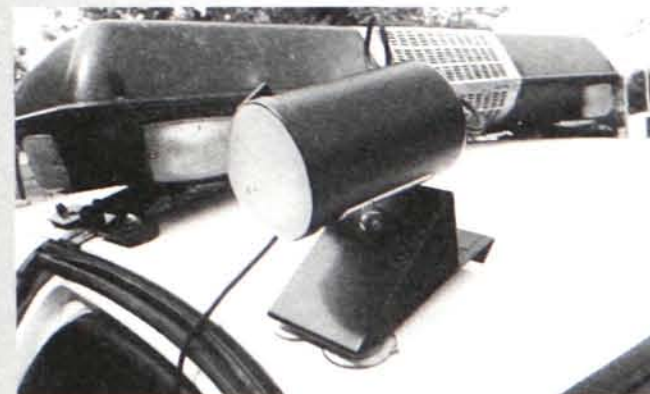


PHOTO: GUILLERMO JAREDA



PHOTO: GUILLERMO JAREDA

## Fonctions du personnel policier à la Sûreté du Québec

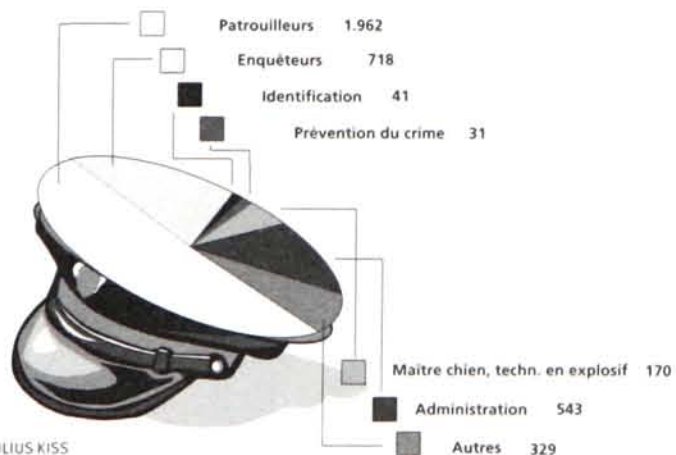


IMAGE: JULIUS KISS

## Formation et embauche

# Pour ou contre les entrées latérales?

André Giroux



Les corps policiers vieillissent, notamment à la SQ. Dans son rapport, la commission Poitras émettait le constat suivant: «La Sûreté du Québec, en tant qu'organisation, a cumulé un retard évident tant dans son mode de gestion que dans la conduite de ses enquêtes. S'il fallait isoler une seule cause majeure à ce retard, il faudrait souligner le déséquilibre structurel entraîné par la croissance trop rapide de ses membres pendant les années 1970, qui fut immédiatement suivie par le gel de l'embauche. Ce phénomène, joint au faible taux de roulement du personnel et à l'absence d'entrées latérales, signifie que le personnel de la Sûreté du Québec a vieilli ensemble. [...] En somme, l'organisation qui avait grandi trop vite a mal vieilli. Elle s'est sclérosée.»

On rappelait également la composition de la SQ en 1997. Les femmes représentent 5,84 % du corps policier, tandis que les autochtones, les minorités ethniques et les minorités visibles comptaient pour moins de 1 %.

### PROMOTION FRATERNITÉ

La formation de base des policiers-ères est généralement constituée d'un DEC en techniques policières, offert dans 10 collèges et d'un stage pratique de 13 semaines à l'Institut de police du Québec.

Un autre type de formation permet aux diplômés-es d'autres domaines de niveau collégial ou universitaire d'entrer dans un corps de police avec une attestation d'études collégiales en techniques policières de 24 semaines, et du stage à l'Institut de police. Cette voie est souvent désignée entrée latérale ou conventionnelle, tant souhaitée pour changer la culture policière. «Sur 600 diplômés à chaque année, une trentaine passent par cette voie», précise Pierre Saint-Antoine, de l'Institut de police du Québec.

La formation de base pose problème, particulièrement pour les enquêteurs-ses. Plusieurs commissions d'enquête en ont

fait état, dont la récente commission Poitras qui recommande que «le seuil de formation pour accéder aux enquêtes criminelles à la Sûreté du Québec soit haussé (...) pour atteindre le niveau du premier cycle universitaire avant 2007». La Commission souhaite aussi que la porte d'entrée au poste d'enquêteur-se ne soit plus limitée à l'ancienneté dans le corps de police, mais s'ouvre à la fois aux diplômés-es universitaires et aux membres d'autres corps de police.

Le plan de redressement de la SQ, présenté en mai dernier, répondait de la façon suivante: exigence du diplôme universitaire pour les inspecteurs-es-chefs dès janvier 2000, pour les inspecteurs-es en janvier 2002 et pour les capitaines l'année suivante. Ce plan vise aussi à recruter 25 % de conventionnels par année, c'est-à-dire des recrues dont la base de formation collégiale ou universitaire est autre que technique policière. Un projet-pilote en cours actuellement permet à huit diplômés-es universitaires de suivre une formation accélérée en techniques policières. Ces personnes feront ensuite de la patrouille avant d'être intégrées aux escouades spécialisées liées à leur formation de base ou au personnel cadre.

Ce plan a soulevé le tollé de l'Association des policiers provinciaux, qui y voit un frein majeur à la promotion professionnelle de ses membres. «Nous préconisons une mé-





PHOTOS D. S. LEGAULT

thode qui permette aux policiers d'obtenir une formation supplémentaire», affirme le président de l'APPQ, Antonio Cannavino. Ainsi, 32 policiers-ères suivent actuellement une formation de bacheliers-ères en droit ou en comptabilité, par exemple. Ils-elles reçoivent une pleine rémunération pendant leurs études et les frais de scolarité sont déboursés par la Sûreté du Québec.

#### HAUTS NIVEAUX

L'Institut de police de Nicolet est actuellement à revoir ses programmes de formation pour y intégrer un volet universitaire. À terme, il veut proposer un baccalauréat par cumul de certificats qui aurait notamment pour base la gestion policière et les enquêtes criminelles. Un certificat de premier cycle en gestion d'une organisation policière est actuellement offert et l'Institut vient d'ouvrir un programme universitaire court en gestion de bureau d'enquête, en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières et l'Université de Sherbrooke. «L'Université de Sherbrooke a une chaire en éthique et déontologie. Cela nous est fort utile», précise Pierre Saint-Antoine.

Dans l'Ouest canadien, l'Université de Regina offre depuis l'automne 1999 un

baccalauréat en études policières. C'est le premier programme au Canada et l'université souhaite attirer des étudiants-es de partout au pays. Au cours des deux premières années de formation, les aspirants-es policiers doivent réussir des cours, telles que sociologie, anthropologie, étude du système judiciaire, etc. La troisième année est une formation technique suivie au Collège de la police de la Saskatchewan. La formation, de quatre ans, se termine à l'université.

«Le problème de ce type de formation, c'est de la maintenir en vase clos, ce qui perpétue la culture policière», estime Me Alain Arsenault, spécialisé dans la représentation des citoyens-nes qui portent plainte devant les policiers-ères. «Pour avoir un corps de police plus acceptable, ajoute-t-il, il faut briser la solidarité policière, cet esprit de corps qui crée l'isolement et la fermeture. Une façon d'y parvenir est d'améliorer la formation, mais surtout de s'assurer qu'elle se donne dans un contexte plus ouvert.»

## Milices

# L'enfer des anges gardiens

P. G. Hamel

Depuis quelques années, l'expression «police communautaire» fait partie du vocabulaire de plusieurs services de police d'Amérique du Nord. Des villes comme Los Angeles, Atlanta, Portland, Chicago ont, chacune à leur façon, développé leur «Community Policing» ou leur «Alternative Policing Strategies». Mais cette notion reste vague et recouvre, en réalité, des expériences fort variées. Dans certaines communautés, des policiers dispensent des ateliers de formation sur les méthodes de sécurité préventive; ailleurs, on invite des citoyens-nes à participer à des tâches simples comme l'aide au contrôle de la circulation. À Portland, on va même jusqu'à recruter des auxiliaires, «armés ou non»!

Aux États-Unis, le sentiment croissant d'insécurité en milieu urbain a également amené la formation de groupes de citoyens-nes bien décidés à prendre les choses en main en matière d'ordre et de sécurité dans leur entourage. On a beaucoup parlé à une certaine époque des fameux «anges gardiens» qui s'étaient donné pour mission de patrouiller le métro de New York. Ces

personnes en étaient venues à se constituer en véritables milices qui ne s'embarrassaient pas des mesures les plus élémentaires de respect des droits des citoyens-nes. Cette attitude a donné lieu à de véritables rixes dignes de l'époque du Far West.





Milices

# Je suis un gars ben ordinaire

Ludovic Hirtzmann

«**L**a police, c'est comme la Sainte-Vierge. Si elle n'apparaît pas de temps en temps, le doute s'installe», disait le scénariste français Michel Audiard. C'est certainement pour cette raison que les polices de tous acabits, privées et publiques, se sont multipliées ces dernières années. Parallèlement à la SQ ou au SPCUM, on trouve bien sûr les polices municipales mais aussi la police du métro et des milices qui ne veulent pas porter leur nom.

Avec 160 employés-es, dont 110 agents-es de surveillance, la police du métro de Montréal est une force avec laquelle il faut compter. «Les agents ont plutôt un rôle de service à la clientèle. Nos préposés n'ont pas à jouer le même rôle que les policiers», déclare Odile Paradis, porte-parole de la STCUM. Pourtant, il y a deux ans, l'intégration des vigiles de la STCUM à la police de Montréal était à l'ordre du jour. Le chef Duchesneau voulait-il faire



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

une fleur à son frère Pierre, lui-même patron du service de sécurité de la STCUM?

«C'est vrai qu'il y a eu volonté d'intégration mais c'était plus une reconnaissance professionnelle pour certains d'entre eux», ajoute madame Paradis qui note que les agents-es ne peuvent intervenir et n'émettre des amendes que dans le cadre des règlements de la police du métro. Dès qu'un vol à main armée se produit, les agents-es de surveillance doivent appeler la police, la vraie. Pourtant, la tentation est grande d'être reconnu comme des policiers pour des agents-es dont la formation se doit d'être un DEC en techniques policières ou un stage de 13 semaines à l'Institut de police du Québec de Nicolet, presque l'équivalent des «vrais-es».

Le SPCUM s'appuie de plus en plus souvent sur des citoyens-nes amoureux

de l'ordre. Depuis 1997, de bons Montréalais-es suivent un cours de 13 semaines à l'Institut de partenariat avec les citoyens-nes et deviennent automatiquement des citoyens-nes ressources. «On les utilise pour des sondages, des tâches administratives»,

déclare Stéphane Banfi, agent des relations publiques du SPCUM. Selon le lieutenant Longpré, «300 personnes ont assisté aux cours depuis le début de l'opération. Chaque groupe compte 50 participants, et nous attendons deux autres groupes à l'automne.»

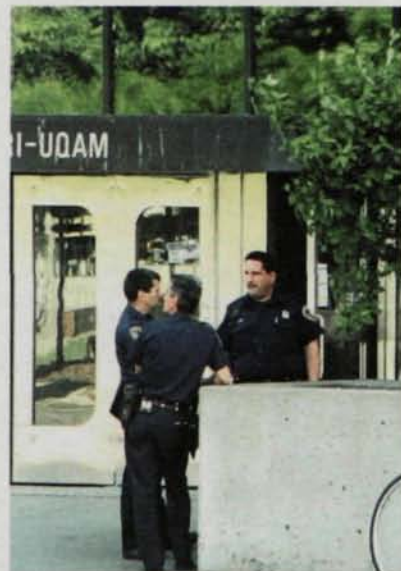


PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN



PHOTO: YVES PROVENCHER

# «Je serai policier...»

**Jeudi 4 décembre. 17h30.** Centre opérationnel sud de la police de Montréal. Les premiers élèves sont déjà là. Ce soir, c'est le grand jour. François vient à l'Institut de partenariat avec les citoyens pour démystifier la police. «On n'entend que les bavures dans les journaux.» François aurait aimé être policier. Un œil déficient a détruit ses ambitions. Alors, lorsqu'en septembre, le SPCUM propose aux citoyens-montréalais de suivre 12 sessions de trois heures d'initiation au travail de policier-ère, François n'hésite pas. Il remplit un formulaire. La police enquête sur la moralité des 500 aspirants-es candidats-es, effectue un tirage au sort pour retenir 40 personnes.

«Pour moi qui étudie en techniques policières, c'est l'occasion de me rapprocher de la profession», déclare un petit jeune homme timide. Le gros monsieur d'à côté surveille la conversation, un petit air policier dans le regard.

**18h15.** Au pas de charge, François et ses collègues visitent le centre. Roxane Pitre, des relations publiques du SPCUM, montre la chambre des stupéfiants, explique le fonctionnement de la division des enquêtes. «On peut tout savoir sur vous. Tout.» Un monsieur âgé note: «Quand t'as rien à cacher, t'as pas peur.»

**19h.** Après quelques minutes de flottement, un premier groupe se dirige vers la prison. «On va voir de vrais détenus?», interroge une dame. L'agent Joyal, 20 ans de service, montre la première cellule. Un jeune détenu en *battle-dress*, veste de survêtement verte, attend sa libération. Dans la cellule réservée aux mineurs, un jeune d'une quinzaine d'années est comme un lion en cage.

**19h45.** Le moment tant attendu arrive. Par groupes de trois, les élèves vont patrouiller avec un superviseur. Christian Cloutier, jeune sergent de 12 ans d'ancienneté, décrit son champ d'intervention. Le poste 19 s'étend d'Atwater à Saint-Laurent et de la rue Sherbrooke à l'avenue des Pins. «Un secteur bien calme où il ne se passe jamais rien», dit-il.

**20h35.** La radio est toujours calme. Déception sur les visages. Christian Cloutier propose une visite du poste 19.

**20h50.** Chaque membre rejoint une auto patrouille. Un ancien policier de la GRC, Jean, est associé à une jeune policière, Johanne. En poste à Montréal depuis avril, Johanne parle de son métier et du «sixième sens» des policiers-ères pour repérer l'individu suspect.

**21h20.** Chemin Camilien-Houde. Sur un stationnement, une Audi accélère, freine brutalement. L'auto patrouille bloque la voiture. Trois jeunes d'Outremont s'amuse avec la voiture de papa. Fausse alerte. «On aurait pu leur coller un ticket pour le feu arrière», remarque Johanne. Sur Saint-Laurent, près des restaurants à 20 \$ le plat de spaghetti, un pauvre quête. Johanne l'interpelle: «Monsieur, vous êtes d'ici? C'est quoi votre nom?» «Ben, j'suis né à Montréal. Moi, c'est Bernard Nadon.» Les deux policiers laissent filer le malheureux. «On aurait pu lui donner un ticket. Il y a une loi qui interdit de quêter.» Il est 22h. La visite est terminée. [LH]



PHOTOS: GUILLERMO JAREDA

À Kirkland, Marc Carangi est agent de sécurité publique. Comme ses collègues, il n'a pas le pouvoir de décerner des contraventions. Leurs «opérations radar» visent à faire prendre conscience aux automobilistes de leur vitesse, et à la réduire. Mais au début, ceux et celles qui voyaient s'afficher leur vitesse trop élevée s'arrêtaient d'eux-mêmes sur le bord de la route, coupables avoués, à la plus grande surprise des agents...



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

**Relations publiques**

# Police à 4 1/2

Ludovic Hirtzmann

« Ces séries sont faites pour démystifier le métier de policier, voire les interventions et la vision qu'ont les policiers de leur métier », explique Stéphane Banfi, agent du service des relations publiques du SPCUM. En 1997, la chaîne de télévision TQS annonce une nouvelle série: *Métier Policier*. Dans chaque émission, on allait voir des policiers-ères œuvrer au quotidien. « Il y a eu deux séries d'émissions et on en prépare une troisième. On y parlera de la police mais aussi d'Urgence Santé », déclare monsieur Banfi. Le SPCUM multiplie les opérations de relations publiques auprès de la population montréalaise. « On commence par l'examen du commandant dans les écoles secondaires, des questions à choix multiples sur la sécurité routière », et puis on touche les adultes par les cours de l'Institut de partenariat avec les citoyens-nes.

Le SPCUM n'est pas le seul à choisir la voie des relations publiques. De son côté, la Sûreté du Québec multiplie les opérations de sé-

duction: *Bon voisin, bon œil*, un plan de prévention contre les cambriolages, « *Mon ami l'ourson* a été créé afin de reconforter les enfants victimes d'événements critiques », avec le soutien de Canadian Tire et « l'action bénévole de Cercles des fermières du Québec »... Tout un programme.



PHOTO: YVES PROVENCHER

**Déontologie**

# Qui paiera pour la casse?

André Giroux

Les principales plaintes faites en déontologie contre les policiers-ères sont des accusations d'abus d'autorité.

Me Alain Arsenault, qui pratique dans le domaine depuis près de 20 ans, a connu la Commission de police, qui a laissé place au Commissaire à la déontologie policière en 1990. « La Commission de police avait perdu toute crédibilité, estime-t-il. J'ai même entendu des policiers dire à la Commission: "faites ce que vous voulez, il n'y aura pas de sanction!" Le Comité de déontologie a un pouvoir de sanction. La situation s'est donc améliorée. L'un des problèmes concerne le droit à la représentation par avocat. Il était en pratique reconnu devant la Commission de police. Il est plus restreint devant le Comité de déontologie. »

Le-la citoyen-ne peut aussi opter pour un recours civil. C'est cette voie que préfère Me Arsenault. « Ma moyenne au bâton s'est améliorée en 20 ans, estime-t-il. Autrefois, on me refusait la possibilité de plaider la charte des droits devant les tribunaux civils. Ce n'est plus le cas. L'avantage de la pour-



PHOTOS: GUILLERMO JAREDA

Me Alain Arsenault.



suite civile, c'est d'indemniser la personne qui porte plainte. Le désavantage, c'est que le policier n'a pas nécessairement de sanction. C'est le service de police qui paie les dommages. »



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

Pierre G. Hamel

# Patrouille du microcosme

## Philosophie et vocabulaire à la mode

En 1995, l'ancien directeur du SPCUM, M. Jacques Duchesneau, avait fait de la création de la police de quartier sur l'Île de Montréal un événement majeur, pour le rapprochement entre la police et la population, bien particulier dans les grosses villes. Relations publiques ou souci d'efficacité?

**A**u même moment, ce sont surtout les bavures policières qui retiennent l'attention. De l'affaire Rodney King en 1991 jusqu'à ce citoyen d'origine haïtienne violé dans un poste de police de New York l'hiver dernier, les cas de violence policière alimentent régulièrement la chronique. Au Québec aussi, l'affaire Anthony Griffin, le cas Suazo et surtout le scandale Barnabé ont fait couler beaucoup d'encre dans nos journaux. C'est

dans ce contexte un peu trouble que Jacques Duchesneau lance sa «police de quartier».

### RÉPRESSION TOUJOURS

Depuis toujours, le rôle du policier a été de rechercher les criminels et les délinquants, de procéder à leur arrestation et d'enclencher le processus punitif. Mais, selon Jacques Duchesneau, les valeurs changeantes des mentalités et l'évolution



PHOTO: GUILLERMO JAREDA

Jacques Duchesneau contribuait volontiers aux efforts de rapprochement inter-culturel. Ici, en compagnie du président de SOS-Racisme Canada, Gaby Kombé.

rapide de nos sociétés obligent aujourd'hui à repenser ce rôle traditionnel. «Les policiers ne peuvent plus se contenter d'être des agents de répression.» Selon les promoteurs de cette nouvelle conception policière, ceux et celles qui ont pour mission d'assurer l'ordre public doivent, aujourd'hui, se rapprocher du citoyen, être à l'écoute de leur milieu et participer, d'une manière active, aux activités qui animent les communautés locales. Est-ce à dire que les policiers vont se transformer en travailleurs sociaux ou joindre les rangs des groupes de défense des droits des citoyens? «Non!», répondent en chœur les responsables interrogés. «La répression fera toujours partie du travail policier»

La direction du SPCUM énumère trois principes de base qui, selon elle, doivent servir de guide à la police communautaire:

- s'attaquer aux causes de la criminalité avec une attitude proactive
- reconnaître que la communauté a un rôle à jouer dans la sécurité publique et la prévention du crime
- reconnaître l'importance du partenariat et de la coopération

### Tolérance zéro!

## Brigade stupéfiante

Depuis quelques années, alarmés par le taux croissant de prévalence du SIDA et d'hépatites, des groupes communautaires ont commencé à échanger des seringues souillées utilisées par les usagers de drogues intraveineuses contre des seringues propres. De toute évidence, cette mesure est loin d'être suffisante pour enrayer la croissance de ces maladies au sein de la population. L'automne dernier, lors d'un colloque tenu à l'Université de Montréal, des intervenants proposaient la mise en place de piqueries tolérées et supervisées par un personnel médical.

La police serait-elle intéressée à participer à une telle expérience? «Notre politique à ce sujet est toujours celle de la Tolérance Zéro!», nous a répondu le Commandant Roger Fournel, directeur du poste de quartier 22 en nous renvoyant à un communiqué émis à ce sujet au moment du colloque. (Malheureusement, le service des relations publiques du SPCUM a été incapable de nous fournir ce communiqué.)

La politique de Tolérance Zéro est en relation directe avec l'approche états-unienne de la lutte contre les stupéfiants. Elle vise à punir toute personne trouvée en possession de drogues. Notre code criminel fait, cependant, une nette distinction, entre possession pour usage personnel (possession simple) et possession dans le but d'en faire le trafic. Nos tribunaux considèrent aussi la nuance existant entre drogues douces et drogues dures. [PGH]

communautaire comme moyens d'augmenter l'efficacité de la répression et de la prévention du crime

### REENGINEERING...

À Montréal, on aime bien utiliser le vocabulaire à la mode dans le monde des affaires pour décrire les changements qu'il souhaitait imposer dans son service.

D'abord, une décentralisation: on a fait porter le nombre de postes de police de 23 qu'ils étaient auparavant à 49 aujourd'hui. Le territoire d'intervention de ces postes de quartier correspond maintenant grosso modo à la configuration des quartiers dits naturels.

Par ailleurs, ces postes locaux sont regroupés, par régions, autour d'un centre opérationnel où sont traitées les enquêtes spécialisées (homicides, vols qualifiés, etc.). Dès leur arrestation, les prévenus-es sont maintenant dirigés vers un de ces centres, ce qui a permis d'éliminer les cellules dans tous les postes de quartier. Dorénavant, les agents-es peuvent donc retourner sur le terrain plus rapidement après avoir accompli les formalités reliées à une arrestation, la présence accrue des policiers dans les rues constituant un des traits fondamentaux de la police de quartier. Selon plusieurs policiers toutefois, ce supposé gain d'efficacité reste bien relatif puisqu'en même temps, on a multiplié le nombre de formulaires à remplir pour les diverses tâches, diminuant ainsi le temps à consacrer sur le terrain!



PHOTO: YVES PROVENCHER



PHOTO: NICK TALBOT

Comme d'autres villes québécoises, Sept-Îles s'est récemment dotée d'une patrouille à vélo...

Autre innovation majeure: on veut promouvoir la participation active des citoyens-nes dans le maintien de la sécurité. À cet effet, les directeurs des postes de quartier doivent créer des comités aviseurs où les citoyens sont invités à donner leur opinion sur les principaux

problèmes ayant trait à l'ordre et à la sécurité dans leur entourage. Mieux encore: si la chose policière vous intéresse particulièrement, on vous invitera à devenir un-e citoyen-ne ressource.

D'après les explications du SPCUM, on

## SQ: Proximité régionale

Dès 1994, la Sûreté du Québec commençait à mettre en place sa propre version de la police communautaire qu'elle nomme: police de proximité. Basée essentiellement sur les objectifs et méthodes énumérés plus haut (résolution de problèmes, rapprochement avec la communauté...), ici encore, c'est la décentralisation qui est à l'honneur.

Dans tous les cas où les services policiers sont assurés par la Sûreté du Québec, les municipalités sont maintenant directement facturées. Aux dires du maire de Bécancour, Maurice Richard, cette situation permet une collaboration plus étroite entre le personnel policier et les édiles municipaux: «Quand on paie, on aime bien savoir ce qu'on aura en retour». C'est par le biais de comités de sécurité publique que policiers-ères et élus-es définissent ensemble les priorités d'action en matière de sécurité dans leur région. De plus, des comités d'action communautaire, regroupant citoyens-nes et policiers-ères, sont établis, sur une base ponctuelle, pour trouver des solutions durables à des problèmes particuliers à l'intérieur d'une municipalité: problèmes persistants de dépassement de la vitesse permise à certains endroits, séries de méfaits attribués à des groupes, etc. Enfin, la SQ effectue périodiquement des sondages d'opinion à l'intérieur des communautés afin de mieux cerner les inquiétudes et les attentes de la population.

Selon le caporal Daniel Cadieux, «la police de proximité permet un rapprochement entre policiers et citoyens suite à un relâchement des relations, ces dernières années, dû en partie à l'envahissement technologique dans les tâches policières. Mais, en retour, la population doit comprendre qu'elle a aussi un rôle à jouer dans sa propre sécurité et celle de son entourage». [PGH]

s'attend à ce que ces citoyens-nes ressources soient des personnes ayant un sens civique élevé, qu'ils deviennent en quelque sorte des modèles pour leur entourage en incitant leurs voisins à contribuer à l'amélioration de la qualité de vie. Récemment, l'un de ces citoyens, se croyant sans doute investi d'une certaine autorité, a servi une véritable rossée à un individu qu'il avait identifié comme revendeur de drogues. Comme quoi, la tentation de «jouer à la police» est encore bien présente chez certains individus.

### LES TROUPES SUIVRONT-ELLES ?

De l'aveu même de la direction du service de police de la CUM, il y a une certaine culture policière à changer: «...les aspirants à la carrière policière sont encore souvent motivés par la recherche de l'aventure plutôt que par le désir de servir...» Il ne semble pas que l'engagement de jeunes recrues, non plus que l'arrivée des femmes dans ce qui avait toujours été une chasse masculine féroce-ment gardée, n'ont eu de véritables effets sur l'évolution de la mentalité policière. «Vous comprenez, de dire un officier, les mentalités sont longues à changer et on doit toujours compter avec une certaine résistance au changement.»

Mais, surtout, la direction doit compter avec la toute puissante Fraternité des policiers, qui inclut dans ses rangs autant les officiers que les simples agents-es et qui réussit encore souvent à imposer ses volontés à un état-major qui craint plus que tout d'avoir à faire face à un mot d'ordre invitant à un mouvement de contestation, de désobéissance ou même de grève. On l'a vu lors des dernières négociations, en 1994, lorsque les policiers-ères ont troqué l'uniforme pour le *jean*.

Un autre motif d'inquiétude et qui pourrait constituer un frein au bon fonctionnement de la police de quartier, c'est la mentalité de caste qui prévaut dans les rangs policiers. Tout récemment encore, dans le cadre d'un épisode de la série «Métier Policier», diffusée à TQS, un agent mentionnait que ses fonctions lui

## À Québec, une évolution tranquille

Dans la ville de Québec, le concept de police communautaire a fait aussi son petit bonhomme de chemin, mais sans tambour ni trompette, pourrait-on dire. Pourtant, depuis 1995, ce service de police a remporté plusieurs prix pour la constance de sa progression vers cette nouvelle approche. Ici, pas de décentralisation: on estime que la densité moindre de la population ne justifierait pas un tel chambardement des structures et ses coûts afférents.

Cependant, ici comme ailleurs, le cap est mis sur la prévention et la solution durable des problèmes. Quatre équipes de patrouille

pédestres (deux agents-es par patrouille) sont constamment à l'œuvre dans les quartiers centraux. D'autres agents-es se déplacent régulièrement à vélo dans les parcs et entretiennent des relations avec les citoyens-nes. Comme à Montréal, on a établi des liens avec les centres de services sociaux en créant le Programme d'encadrement clinique et hospitalier (PECH) dont l'objectif est de trouver des mesures alternatives à la judiciarisation de personnes dont les troubles de comportement pourraient les pousser à commettre des délits.

Lors des incidents malheureux qui s'étaient déroulés à la Place

d'Youville à l'occasion de la Saint-Jean de 1998, le manque de préparation et le comportement erratique de certains de ses effectifs avaient valu à la police de Québec des critiques acerbes. Selon l'agent Ruel, du service des communications de la police de Québec, c'est en grande partie grâce à la création de «l'escouade macadam» si on a su éviter de semblables débordements cette année. Les agents-es assignés à cette unité travaillent en uniforme ou en civil, et leur mission est d'entretenir de bonnes relations avec les jeunes qui, à chaque été, s'installent à cet endroit fréquenté du Vieux-Québec... [PGH]



PHOTO: D. S. LEGAULT



PHOTO: GUNTHER GAMPER

rendaient difficile la création de liens d'amitié «comme tout le monde». «Même quand je suis habillé en civil, les gens qui me connaissent me voient toujours comme un policier et les relations ne sont pas les mêmes.» Comment ce policier réussira-t-il à s'intégrer à la communauté locale qu'il dessert, comme le souhaite la direction du service?

Enfin, 70 % des policiers-ères de la CUM résident à l'extérieur du territoire de la CUM, une situation qui ne favorise certainement pas, non plus, l'intégration dans la communauté.

#### PRIVATISATION

À la direction du Service de la SPCUM, on se dit aussi préoccupé par la structure paramilitaire qui domine, encore aujourd'hui, les relations entre supérieurs-es et subordonnés-es. Mais pour la remplacer par quoi au juste? On a déjà vu que le vocabulaire cher au milieu des affaires gagnait peu à peu la faveur de «l'élite» policière. La nouvelle économie et la mode de la privatisation seraient-elles en train d'envahir une fonction qui, de tout temps, a relevé, chez nous du moins, de l'autorité légalement constituée?

En cette matière, l'influence états-unienne se fait sentir. Depuis le début des années 80, dans plusieurs municipalités, les policiers n'ont plus l'exclusivité

de dresser des constats d'infraction au stationnement. Dans certaines banlieues, les pouvoirs de ces «préposés» sont même plus étendus. À Outremont, par exemple, ces agents-es sont aussi chargés de faire respecter la plupart des règlements municipaux (sur le bruit, les ordures ménagères, les chiens, etc.). Par contre, au syndicat des fonctionnaires de Montréal, auquel sont rattachés les préposés au stationnement, on affirme qu'on ne cherche pas à réclamer, pour ces employés, des pouvoirs jusqu'ici réservés aux policiers-ères. Pour Monique Roy, représentante du syndicat, «il est déjà assez difficile d'obtenir des conditions de travail satisfaisantes pour ce groupe de travailleurs dont la plupart sont embauchés sur une base occasionnelle et réussissent à peine à aller se chercher 30 000 \$ dans une année».

Le pouvoir d'attraction du modèle privé a aussi ses limites dans une organisation aussi névralgique que celle de la police. On ne peut décemment pas s'attendre à ce que les directions des différents corps policiers entrent à leur tour dans la danse des licenciements massifs comme on le voit dans tant d'entreprises. Cependant, déjà des cadets aspirants policiers, avec des pouvoirs strictement limités, sont engagés pour la période estivale. On voit bien apparaître le spectre des clauses orphelines.

## Histoire de la police

# Brutes contre brutes

Ludovic Hirtzmann

**S**ous Frontenac en 1667, la maréchaussée apparaît à Québec avec un certain Duchesneau à sa tête. En ce temps-là, au Québec, on utilise le cheval et le fouet pour punir les délinquants-es. Dans les campagnes, des milices populaires protègent les habitants-es. En 1748, dans un Québec qui compte alors 50 000 habitants-es, ils sont 12 000 à être inscrits dans les milices. En 1760, avec la défaite des Français, la police s'anglicise. Pendant quatre ans, la police au Québec sera assurée par les militaires.



En 1796, on crée la police du guet à Québec. Elle est composée de bénévoles recrutés chez les marchands qui craignent pour leurs biens. 60 hommes se relaient la nuit. On s'inspire déjà de ce qui se fait à New York, Boston et Philadelphie.

En 1838, la police de Québec compte 83 hommes et celle de Montréal, 62. En 1840, les premiers commissaires de police entrent en fonction. Ceux-ci peuvent toucher les sommes versées par les corporations municipales (Québec et Montréal) pour l'entretien des forces de police et trois ans plus tard les polices municipales de Montréal et de

**Chez les Romains, l'inspecteur de police était un *denunciator*, un délateur, et chez les Égyptiens, un «*sab heir seken*», un chef frappeur. Le policier, comme la prostituée, pratique un des plus vieux métiers du monde. En France, en 1254, Saint-Louis crée la première police municipale avec 70 sergents de ville.**



*Jusqu'à la fin du 18e siècle, la torture par le chevalot était très utilisée. On en redescendait rarement vivant-e.*

Québec voient le jour. Les quelques policiers francophones ont alors le grade de sous-constables.

C'est l'époque joyeuse où les matelots tendent des embuscades aux policiers. Alors, pour contrer la délinquance, la police recrute des brutes épaisses. «Le recrutement des hommes se fait souvent chez les désœuvrés, débauchés et incapables», peut-on lire dans un procès-verbal du 31 mars 1858 faisant suite à la première commission d'enquête sur la police du Québec. Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les policiers sont aussi des pompiers. Leurs tâches ne sont pas toujours reluisantes. Ils poursuivent les gens qui gardent illégalement des porcs chez eux. En 1853, les policiers de la ville de Québec se dotent d'un code de déontologie. Il s'agit alors de ne «professer aucune parole offensante, sacré ou blasphème, et être sobre, tranquille et paisible».

#### TOUT BIEN CONFÉDÉRÉ...

En 1867, le gouvernement fédéral décide que l'administration de la justice relève de la compétence de la province. 1870. C'est l'année de la création de la police provinciale du Québec, le prédécesseur de la SQ, suivie trois ans plus tard par la police fédérale, la Royal North

## Quelques règlements affichés dans les postes de police de la ville de Québec:

**19 septembre 1937:** à l'avenir, les policiers qui recevront une plainte par téléphone et qui répondront que ce n'est pas dans leur quartier seront punis.  
**5 octobre 1937:** il est défendu de mâcher de la gomme ou de chiquer et de fumer dans la rue...

West Mounted, l'ancêtre de la GRC. En 1895, un policier gagne moins d'un dollar par jour et jusqu'en 1911, il effectue ses patrouilles à pied. Si l'on parle de retraite dès 1889, elle ne devient effective qu'en 1922. Au siècle dernier, les policiers peuvent être appelés pendant leur retraite en cas de manque d'effectif.

En 1921, la police de Québec est en grève pendant 48 heures. Les grévistes demandent 12 jours de congés payés. Ils brûlent des résidences et cassent des vitres. 1939. Le syndicat des policiers est créé. Les salaires augmentent, et en 1952, un policier de première classe gagne 51,50 \$ par semaine. La Sûreté du Québec, de son côté, augmente ses effectifs. De 1954 à 1959, le nombre de policiers passe de 900 à 1 200.

#### ULTRAMODERNE SOLITUDE

En 1966, la SQ se dote d'un code de discipline. Pendant sept ans, ce corps de police va évoluer. La SQ se régionalise et crée une police autochtone.

En 1979, les femmes entrent dans la police. Elles représentent actuellement 5,4 % de l'effectif de la Sûreté du Québec. Ce n'est qu'en 1990 que la Sûreté adopte un code de déontologie, et que le Comité de déontologie remplace le Comité de police.

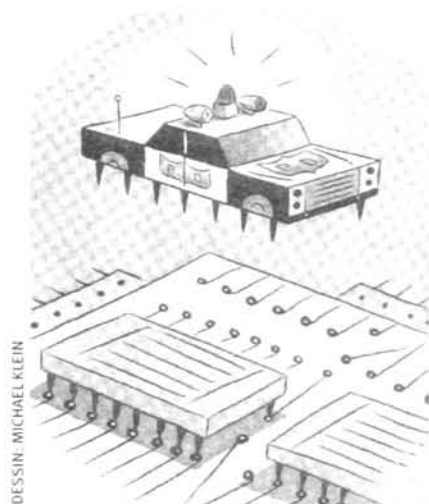
1999. Publication du rapport du juge Lawrence Poitras qui montre les nombreux dysfonctionnements de la SQ. Le rapport crève l'abcès et dit sans complaisance: «la loi du silence et la solidarité policière sont érigées en dogme» à la SQ.



Police scientifique

# Sherlock, Miss Marple et toute la gang

Ludovic Hirtzmann



DESSIN: MICHAEL KLEIN

La police scientifique est l'ensemble des techniques relevant des sciences, appliquées aux enquêtes policières dans le but d'identifier ou de trouver un suspect. Le système a été inauguré par Alphonse Bertillon en 1882 qui invente l'anthropométrie. Grâce à ses petites fiches, il dresse les profils des individus: taille, yeux, particularités physiques. Bertillon établit les célèbres photos de face et de côté. C'est une révolution pour l'époque.

Pour la première fois, on recense les criminels-les. Mais ce système d'identification des individus, le bertillonage, du nom de son inventeur Bertillon, a une limite de taille: ne sont fichés que les criminels-les. Un-e suspect-e n'est pas forcément déjà fiché-e. En 1888, le Britannique Galton a l'idée de relever les empreintes digitales. Cette technique est toujours utilisée de nos jours.

Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, la police scientifique va affiner sa technique. L'analyse des protéines du sang ou l'autopsie du médecin légiste vont devenir courantes. Sur une scène de crime, l'analyse d'une goutte de sang, de sperme ou de salive

peut suffire à confondre un-e suspect-e. La seconde révolution viendra en 1984, lorsque l'États-Unien Alec Jeffrey lance le terme empreinte digitale par ADN (Acide désoxyribonucléique), soit l'essentiel des chromosomes du noyau cellulaire. Contesté au début, pour le grand public, l'ADN gagne ses lettres de noblesse lors du procès d'O.J. Simpson. L'ADN est une signature, un autographe que le meurtrier va laisser sur les lieux du crime via une cellule... Sa fiabilité est proche de 100 %.



«Au Canada, les prélèvements des échantillons d'ADN se font toujours sur une base volontaire», explique Yves Sainte-Marie, directeur de la Direction des expertises judiciaires (DEJ), qui ajoute que: «Le Fédéral vient de passer une loi qui permet de



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

constituer une banque du code génétique des personnes impliquées dans des infractions criminelles.»

À Montréal, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a un champ d'expertise très large: incendie, balistique, explosif, toxicologie, vérification des appareils des casinos... Malgré ses 130 employés-es, le Laboratoire connaît des difficultés de personnel et a du mal à trouver une relève pour les médecins légistes. «La profession n'est pas toujours très valorisée par rapport aux autres spécialités. Le salaire est bas et le métier ne convient pas à tout le monde. N'oubliez pas que nous travaillons sur des corps frais.»



Val-Saint-François vs Hertel-des-Cantons

# Agir dans l'illégalité... du gouvernement

Éric Grenier

Après la crise du verglas de janvier 98, le gouvernement et Hydro-Québec ont profité du climat d'urgence pour construire une ligne de transmission électrique spéciale, dite Hertel-des-Cantons. Contestée par une coalition de gens de divers horizons, la ligne a été jugée illégale, mais restera. Quel bilan de cet exercice de démocratie populaire les opposants-es au projet dressent-ils-elles?

**D**u balcon de sa résidence secondaire, sur les hauteurs de Melbourne, Lina Trudel a une vue imprenable sur l'objet de ses angoisses de la dernière année. En contrechamp du coteau, court le serpent de cuivre et d'acier de Hertel-Des-Cantons, la «solution» du gouvernement pour éviter aux Québécois-es une seconde crise du verglas. «Quand le soleil donne sur les pylônes de la ligne à haute tension, ça brille dans le paysage», dit-elle sur un ton d'ironie. Un noyau de la coalition du Val-Saint-François, qui a combattu la ligne de 735 kv, s'y est réuni, sur l'initiative de Recto Verso, une rare rencontre pour eux-elles, en dehors des activités officielles de la Coalition.

Ils-elles sont cinq autour de la table: Lina, notre hôte; Monique Fournier, scénariste; Gilles Léveillé, syndicaliste; Mary Thompson, enseignante retraitée et Jacques Laval, également enseignant. Bien au-delà d'une simple histoire de courant, l'opposition à Hertel-Des-Cantons aura été un combat entre un gouvernement pressé d'agir, contre des

citoyens-nes désespérés qu'on écoute leurs doléances. «Ç'a été une bataille pour la démocratie», croit Monique Fournier. Après avoir lutté dans les médias, les officines du pouvoir, devant la cour, les opposants-es ont gagné leur pari: faire reconnaître que le passage de la ligne tel que proposé par l'État, à coups de décrets ministériels, était illégal. Ils ont gagné, mais la ligne est là, pour rester. Une drôle de victoire.

«Au lendemain de notre victoire en cour, nous recevions un tas de messages de félicitations de la part de gens qui nous avouaient avoir recommencé à croire en la démocratie», dit Monique Fournier. Mais avec la loi conservatoire, le gouvernement envoie un terrible message: non, il n'y en a pas de justice, on va toujours être plus fort que le citoyen.»

## DES ASSEMBLÉES DE CUISINE

Dans les semaines qui ont suivi le verglas de janvier 98, le Québec était en osmose avec ses dirigeants-es politiques et son fournisseur d'électricité. Même à Melbourne, où presque, où la solution prétendue à la Grande Noirceur de glace passait par là, et prenait la forme d'une ligne de 735 kv. «J'ai eu une réaction de fatalité lorsque j'ai appris la nouvelle, se souvient Gilles Léveillé. Je me suis dit: "Ah! Ben, on est malchanceux." Mais quand j'ai commencé à assister aux réunions d'informations sur le passage de la ligne, je me suis mis à

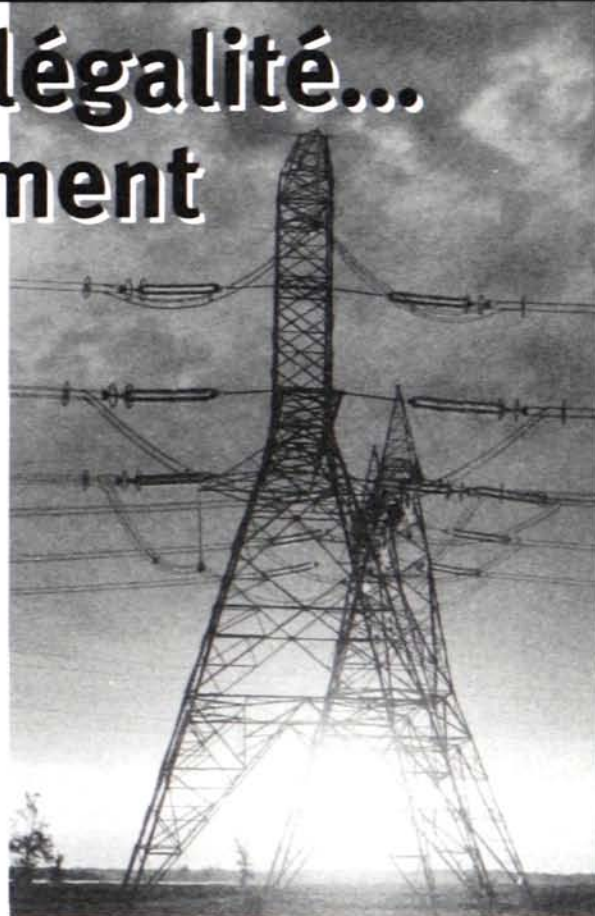


PHOTO: DANIEL S. LEGAULT





poser des questions, et à ne pas avoir de réponses satisfaisantes.» Au Québec, un projet de cette envergure aurait nécessité normalement des mois de consultation. Or, cette étape autrement obligatoire a été court-circuitée par le gouvernement, en invoquant une situation d'urgence.

Pour Jacques, l'urgence ne pouvait être une raison de leur refuser le droit de parole et d'écoute. «Le gouvernement s'est servi de la crise, du désarroi de la population, pour court-circuiter le processus démocratique.» C'est alors que s'initie une longue bataille pour la démocratie, d'abord dans les pouvoirs locaux de la municipalité régionale de comté (MRC) du Val-Saint-François, lors d'une réunion d'information, en avril 98. Des camionneuses, des fermières, des anciens-nes de la région (la famille de Mary Thompson habite le canton depuis 1857!), et des *gentlemenfarmers*, comme Jacques Laval, résident du Val depuis quatre ans seulement. Des péquistes, des libéraux, des fédéralistes, des souverainistes, francophones, anglophones, vieux, jeunes... bref, un microcosme du Québec, qui, étonnamment, a su passer par dessus ses différences. «Pourquoi avons-nous réussi où d'autres ont échoué, se demande Jacques Laval. Ce n'est probablement qu'une question de chance», répond Jacques, sous un certain murmure d'approbation...

Pas de temps pour la discussion... C'est lors des premières assemblées d'information convoquées sur l'initiative de la MRC que le groupe éclectique juge qu'il y a suffisamment cause commune, qu'ils sont suffisamment nombreux à s'opposer à la li-

gne. S'en suivit une série d'assemblées de cuisine, comme dans le bon vieux temps! Après, les événements ont déboulé: manifs à Montréal, rencontres avec les ministres, même avec le premier ministre, rendez-vous en cour, blocage de l'autoroute 55. Les stratégies de lutte pouvaient être discutables, mais la pression était telle que le groupe n'a pas trop tergiversé, ni ne s'est embarrassé des fleurs du tapis. Chacun-e dans son for intérieur a fait les concessions nécessaires. La discussion devait faire place à l'action.

### Polis-es

«Hydro nous bousculait, dit Jacques. Immédiatement on s'est fait emporter par une vague. La machine était partie, malgré nous. Nous ne pouvions reculer. Alors, on a surfé là-dessus.» Surfer, mais pas nécessairement dans la même direction. Cause commune certes, mais expériences divergentes. «Monique vient de la ville, moi je suis une fille de la campagne, précise Mary. Elle est francophone, je suis anglophone. Elle est issue d'un milieu artistique, moi professionnel. Je ne connaissais rien de son milieu. Et c'était ainsi entre chacun d'entre nous. Oui, nous voyions la lutte de façons très différentes.»

Aussi, ils ont été confrontés à la réalité sur le terrain dans d'autres sections du parcours de Hertel-des-Cantons. Notamment Jacques, lors d'une tournée de reconnaissance des travaux. En croisant des cultivateurs-rices, il a bien vu que son intérêt n'est pas toujours celui des autres. «Pour certains fermiers, les plus petits et donc les pauvres, dont leur terre était visée par le passage de la ligne, cette ligne aura été une aubaine. Pour eux, c'est 30-40 000 \$ qui tombent du ciel. Pour eux, cela veut dire un tracteur neuf, par exemple. C'était donc très important.»

«Mais nous étions contre la ligne et ça suffisait, laisse tomber Jacques, comme pour mettre un terme à cette discussion. Nous avons fait une bataille exemplaire sur le plan politique, médiatique, des activités populaires, du financement. Nous n'avons rien brisé, bousculé personne. Même dans le vocabulaire nous sommes demeurés polis.» Encore aujourd'hui, après plus d'un an de lutte, les paroles des uns-es ne sont pas toujours partagées par les autres. La discussion, ce jour-là, est parfois animée, et ponctuée d'humour; histoire d'aplanir les différences d'opinion. Qu'importe, aujourd'hui, ils sont encore ensemble, et prêts à poursuivre.

«Une des choses dont nous sommes vraiment fiers, dit Monique, c'est d'avoir réussi à rassembler des gens de milieux, de classes, de langues, de religions, de convictions politiques différentes. On a eu des disputes, certes, mais on a toujours été en mesure de garder notre objectif, et mettre derrière ce qui nous divisait.»

### DÉMOCRATIE OU PAS-DANS-MA-COUR?

À l'annonce du projet, 18 des 19 municipalités de la MRC du Val-Saint-François annoncent leur opposition à la ligne, se faisant l'écho du sentiment général qui régnait dans la population du Val. Mais le reste du Québec demeure de glace, et appuie le gouvernement et Hydro dans leurs efforts de l'après-verglas. La coalition était-elle l'expression, légitime ou non, du pas-dans-ma-cour? «Si cela avait été la seule solution pour sauver le Québec d'un autre verglas dévastateur, on l'aurait acceptée. Mais ce n'était pas le cas», tranche Monique Fournier.

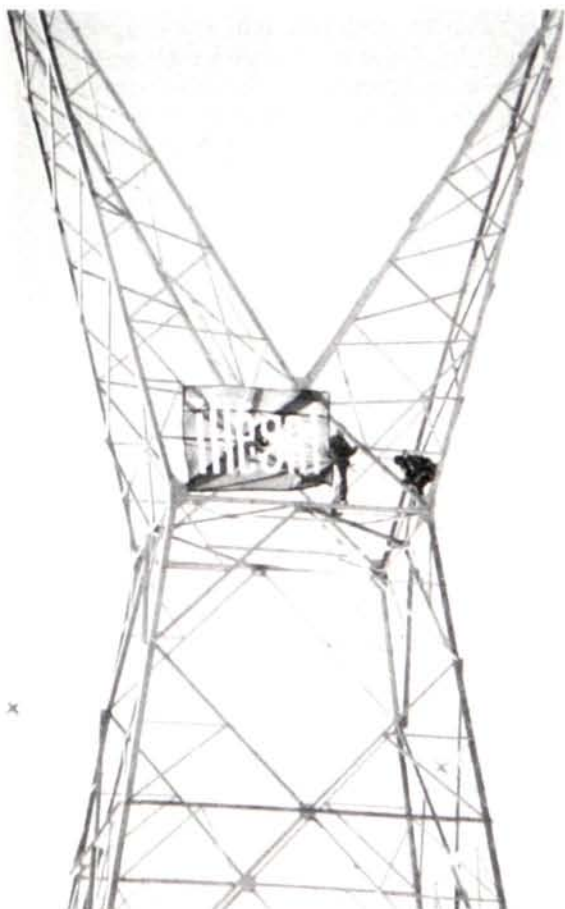
«J'avais déjà commencé à dénoncer la construction des nouvelles lignes», embarque Jacques, comme pour marquer que son opposition aux



lignes n'est pas locale, mais globale, une accusation d'égoïsme maintes fois portée par le gouvernement à l'endroit du groupe. «Celle d'Anjou, par exemple, annoncée avant la nôtre. Jamais aux États-Unis un projet comme celui-là n'aurait même levé, poursuit-il. Les citoyens touchés auraient été écoutés, et personne ne leur aurait refusé ce droit. Ailleurs au Canada aussi. Mais ici au Québec, les gens restent indifférents à ces questions.»

«La vraie démocratie, c'est du travail, c'est très exigeant, lance Monique. Mais nous prêchons par paresse au Québec. Il faut se garder au courant, se renseigner, participer à des activités publiques. Quand nous dormons devant de tels gestes, nous ne faisons pas notre travail de citoyens.» Pour le groupe, qu'importe ce que pensait le Québec de leurs actions, il était de leur devoir de s'opposer et d'exiger un débat public. Pour Mary Thompson, les citoyens-nes doivent se donner un rapport de force face à l'État. «Si vous ne sortez pas et dites "c'est assez!", on brimera toujours vos droits. C'est comme dans une cour d'école. Si les enfants ne disent pas "c'est assez" à la petite gang qui fait la loi, ils se feront toujours tabasser.»

Si en 1998, le groupe remplissait les salles communautaires de la région lors de leurs assemblées du samedi soir, ils sentent qu'aujourd'hui, ils ne pourraient plus répéter l'exploit. «Ce n'est pas qu'ils ne nous appuient plus, poursuit Mme Fournier, mais il y a eu un épuisement, un essoufflement depuis. Les gens sont fatigués de défendre leurs droits.»



# Est-ce ainsi que les femmes vivent?

## face à la pauvreté et à la violence

«Les artistes ou les personnes publiques ont un devoir social de dénoncer les injustices parce qu'ils possèdent un pouvoir qui engage une responsabilité.»

**L**a comédienne Pierrette Robitaille est une artiste de cœur qui sait émouvoir. Comme elle fait beaucoup de comédies, elle assure que ce n'est jamais pour la simple farce. «Une comédie n'est jamais touchante si elle ne s'appuie pas sur quelque chose de profond. Les gens s'identifient aux comiques parce qu'ils se reconnaissent: la maladresse, les personnages de perdants, font rire.» Au fond, que ce soit pour jouer la comédie ou la tragédie, Pierrette Robitaille vise à toucher et à faire réfléchir les gens. Elle aime interpréter des sujets humains, transmettre ce qui la préoccupe tout en divertissant.

Pierrette Robitaille a accepté d'être la porte-parole de la 3<sup>e</sup> édition des *Journées*

*québécoises de la solidarité internationale* organisées par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et appuyées par le ministère des Relations internationales du Québec. Elles ont pour thème: *Est-ce ainsi que les femmes vivent? face à la pauvreté et la violence*. La comédienne y voit

une occasion de conscientiser le public québécois sur la pauvreté et la violence faite aux femmes et sur l'importance des liens

de solidarité entre les populations d'ici et d'ailleurs. Bien qu'en général, souligne-t-elle, les gens reconnaissent l'existence de situations inacceptables, ce sont les cas extrêmes rapportés par les médias qui ravivent l'urgence d'agir. Elle dit avoir été elle-même bouleversée par de récents drames survenus à des femmes au Québec, comme celui d'une femme tuée par son mari, dans un centre d'hébergement pour femmes violentées. «Ces cas sont une menace pour toutes les femmes», prévient Pierrette Robitaille. Quand cette réalité surgit au grand jour, on ne peut plus oublier que la violence envers les femmes existe, ici comme ailleurs. «Il faut réagir, ce n'est pas juste une fabulation!»

On a surtout vu Pierrette Robitaille au théâtre. D'abord à Québec, où elle a remporté plusieurs prix, puis sur la scène montréalaise où elle a joué entre autres dans *Les belles-soeurs* et *À toi pour toujours ta Marie-Lou* de Michel Tremblay. Elle a également mené une carrière au cinéma, notamment dans *C't'a ton tour Laura Cadieux* auprès de Ginette Reno, où elle tenait le rôle d'une femme corpulente. Ce rôle lui tient à cœur: «L'amitié est le message de ce film. Une amitié entre femmes solidaires.»

La solidarité, elle y croit! «On est de nature solidaire au Québec. Les gens sont concernés par ce qui se passe ailleurs. Mais les conditions de vie, explique-t-elle, se sont tellement détériorées, entre autres à cause des coupures dans les services sociaux, que nous ne posons pas toujours les bons gestes. Nous consommons des produits moins chers et de

### Entrevue avec Pierrette Robitaille



En 1998, dans le cadre des *Journées québécoises de la solidarité internationale*, la production d'une murale colorée et originale sur les droits humains et le développement a été l'œuvre collective d'artistes de tous âges et de toutes les régions du Québec. Cette année, les *Journées québécoises* feront place à l'improvisation pour sensibiliser le public au thème de la pauvreté et de la violence faite aux femmes.

**Solidarité  
inter  
nationale**

# Journées québécoises de la solidarité internationale 21 au 31 octobre 1999

**Pierrette Robitaille**  
porte-parole officielle  
de la 3<sup>e</sup> édition  
des Journées québécoises  
de la solidarité  
internationale  
de l'Association québécoise  
des organismes  
de coopération  
internationale.



qualité, tout en sachant qu'ils ont été fabriqués dans des pays où les conditions de travail sont plus que douteuses. On devrait boycotter les compagnies fautives, mais la situation économique est si instable que les gens sont prudents et pensent d'abord à leur propre situation. Malgré tout, les cas de misère se multiplient.» Pierrette Robitaille est bien placée pour en témoigner puisqu'elle reçoit un abondant courrier la sollicitant pour appuyer de nombreuses causes.

«Cependant, il y a une donnée encourageante: les femmes du monde entier s'organisent de plus en plus pour faire face à la violence et à la pauvreté. C'est maintenant une de leurs priorités. Elles ont mis sur pied des ressources et des moyens de prévention pour contrer la violence, elles ont créé des coopératives et des cuisines collectives pour surmonter les problèmes causés par la pauvreté. D'ailleurs, ce modèle de cuisines collectives, qu'on voit un peu partout au Québec, nous vient des femmes du Pérou. On croit parfois qu'on est mieux organisés ici, mais ce n'est pas vrai, dit-elle. Il n'y a qu'à voir le dynamisme des femmes dans tous les pays. Les Africaines forment des coopératives, se démènent pour l'accès à la terre, à l'eau potable, à l'éducation, et s'élèvent contre les mutilations sexuelles. En Asie, les femmes se battent contre le tourisme sexuel et l'exploitation des enfants. C'est notre devoir d'appuyer toutes ces luttes de femmes par des gestes concrets de solidarité. Les Journées québécoises cherchent à faire connaître les initiatives de ces femmes et à susciter l'engagement solidaire du public québécois. Cela me touche. Mon rôle est donc d'inviter les gens à participer aux activités des Journées québécoises pour qu'ils soient plus conscients de la réalité des femmes dans le monde. Après, ils décideront s'ils veulent s'engager.»

Faudrait-il en rire? Pierrette Robitaille dit que l'humour peut amener une réflexion et faire comprendre les enjeux de sujets dramatiques. Un comédien transmet une interprétation personnelle d'une certaine réalité. C'était son approche lorsqu'elle faisait de l'improvisa-

tion au sein de la Ligue nationale d'improvisation (LNI) et des joueurs amateurs issus de diverses régions du Québec sera le fil conducteur de la 3<sup>e</sup> édition des Journées québécoises de la solidarité internationale organisées par le milieu de la coopération internationale représenté par l'AQOCI. Le thème choisi cette année, *Est-ce ainsi que les femmes vivent? face à la pauvreté et à la violence*, est en continuité avec celui de l'an dernier portant sur les droits humains et le développement. Il est aussi en lien avec la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, initiée par la Fédération des femmes du Québec, appuyée par l'AQOCI et ses membres.

À **Montréal**, une Agora droit de parole, des kiosques d'information, projection de films, animation avec les cuisines collectives, théâtre des femmes autochtones, et bien d'autres activités se tiendront au Complexe Desjardins. À **Québec**, une Journée Nord-Sud est prévue au musée de la civilisation avec conférence, exposition de photos et de sculptures. À **Sherbrooke**, une simulation de l'Assemblée générale des Nations Unies se tiendra dans les écoles secondaires. Dans les **Bois-Francis**, il y aura projection de vidéos, panels et tournoi d'impro amicale entre les jeunes; au **Saguenay**, des activités théâtrales; à **Lanaudière**, projections de films, débats et animation; à **Trois-Rivières**, films, jeux d'animation et conférence; en **Montérégie**, des diners-causerie; en **Abitibi-Témiscamingue**, **Bas-Saint-Laurent**, **Outaouais** et **Côte-Nord**, tournée avec des femmes des pays du Sud et production d'un outil pédagogique pour les jeunes. Partout des matchs d'impro avec la collaboration de la LNI et des activités avec les médias. À surveiller les détails du programme sur le site Web de l'AQOCI.

L'objectif des Journées québécoises est de sensibiliser le public québécois sur les réalités et le dynamisme des femmes, d'ici et de divers pays du Sud, en lutte contre la pauvreté et la violence à l'égard des femmes, et de susciter la solidarité et l'engagement du public en faveur de ces actions.

Les Journées québécoises sont présentées en collaboration avec le ministère des Relations internationales du Québec.

Informez-vous auprès de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) au (514) 871-1086; sans frais: 1 800 811-3350; site Web: [www.aqoci.qc.ca](http://www.aqoci.qc.ca)



**AQOCI**  
Association québécoise  
des organismes de  
coopération  
internationale

L'Association  
québécoise  
des organ-  
ismes de  
coopération

internationale (AQOCI) regroupe 40 organismes de coopération et d'éducation à la solidarité qui partagent l'objectif de l'engagement du public québécois dans la lutte contre les causes du mal-développement et la promotion d'un développement juste et démocratique, ici comme ailleurs.

180, Saint-Catherine Est, bureau 510  
Montréal, Québec H2X 1K9  
Téléphone: 514 871-1086  
Sans frais: 1 800 811-3350  
Télécopieur: 514 871-9866  
[aqociadm@aqoci.qc.ca](mailto:aqociadm@aqoci.qc.ca)  
<http://www.aqoci.qc.ca>

**Cet espace est  
retenu et payé par:**

**AQOCI  
DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
INTER PARES  
OXFAM-QUÉBEC  
SUCO**

organismes de  
coopération internationale  
voués au développement  
de solidarités entre les peuples  
d'ici et d'ailleurs.

La guerre invisible du Soudan

# Le grenier des Noirs-es

Jean Greffard

L'auteur revient  
du Soudan

**E**n décembre dernier, j'ai pu toucher un peu du doigt ce que signifie vivre en réfugié sur une terre qui n'est pas la sienne, dans un milieu qui tout au plus vous tolère. C'est la situation vécue par plus de 1,5 million de personnes au Soudan, déplacées par une guerre civile qui ravage le sud du pays depuis près de 40 ans. Ces hommes et ces femmes étaient, il y a 10-15 ans, des agriculteurs-rices, des éleveurs-ses de bétail vivant sur une terre fertile. Aujourd'hui, parqués en plein désert dans la périphérie de Khartoum et d'autres villes du Nord du Soudan, ils-elles luttent pour survivre. Dans les camps de réfugiés-es, on voit

d'aide appelé «Sauvons les enfants!». Plus de 3 000 étudiants-es du primaire et du secondaire étaient menacés de perdre leur droit à l'éducation, leur droit en réalité à un avenir dans leur nouveau milieu. Le gouvernement n'offrait aucune compensation ni endroit de rechange pour reconstruire les écoles. Une goutte de plus dans une mer de souffrances.

On dirait que les frontières de certains pays d'Afrique ont été fixées de manière à renfermer suffisamment de conflits ethniques et historiques pour assurer l'éclatement de guerres civiles futures. Cela semble le cas du Soudan qui, depuis son accession à l'indépendance en 1956, est aux prises avec une guerre civile interminable.

Le 24 février dernier, la Coalition canadienne inter-Églises sur l'Afrique déclarait: «Les expressions "génocide" et "purification ethnique" troublent profondément l'esprit, mais en 1998, les représentants de groupes de protection des droits de la personne et d'organismes d'aide humanitaire, les dirigeants des Églises soudanaises, les universitaires, les militants et les journalistes étrangers les utilisaient pour évaluer le nombre stupéfiant de civils tués et de personnes déplacées dans le contexte de la plus longue guerre civile en Afrique. En effet, depuis 1983, la guerre a fait au Soudan environ 1,9 million de victimes. Quatre millions d'autres personnes ont été déplacées. Plus de personnes ont été déplacées à l'intérieur du Soudan même, que dans n'importe quel autre pays du monde, et de loin!»

parfois collée au mur extérieur des maisons en terre qui ont peine à se distinguer du sol poussiéreux, une paire de cornes de vache. Rappel d'un passé révolu? Espérance d'un retour prochain?

Quand j'étais là, dans un de ces camps, le gouvernement (plan d'urbanisme oblige!) venait de décider la destruction de quatre écoles tenues par des églises chrétiennes dans le cadre d'un programme

Il n'est pas facile pour nous d'imaginer un état de désordre social anéantissant des milliers de vies humaines. Cette réalité pour nous est confinée aux nouvelles reçues des médias. Souvent nous enten-

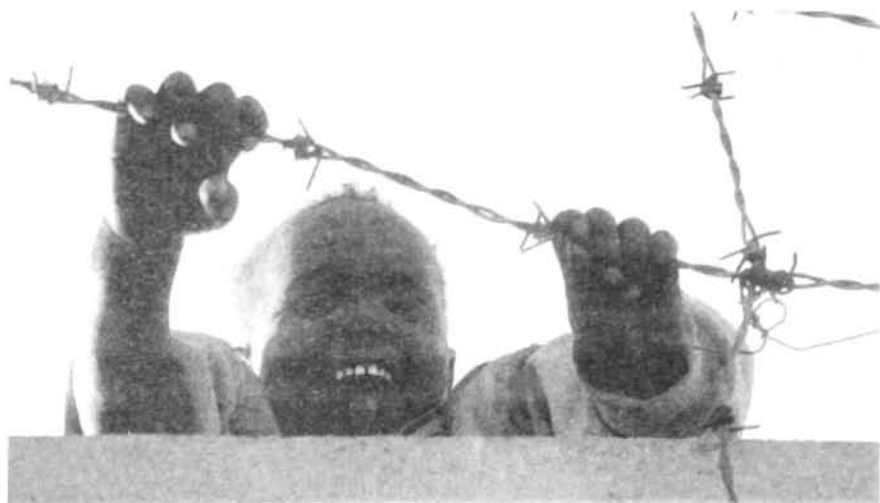


PHOTO: M. MAKWANDA,  
COURTOISIE MISSIONS ÉTRANGÈRES



PHOTO: GEORGE RODGER

En 1949, pratique de lutte, peu avant que le gouvernement soudanais oblige les Nubas des Korongo à se vêtir...

dans la remarque: «Mais pourquoi ces gens-là se battent-ils? N'ont-ils pas d'instances politiques, sociales et démocratiques pour régler leurs différends? Comment donc comprendre une guerre civile si longue, si meurtrière et apparemment insoluble?»

#### LE PAYS DES NOIRS?

Le Soudan est le plus vaste pays de l'Afrique; son territoire (2,5 millions de km<sup>2</sup>) fait presque deux fois l'étendue du Québec. Ses frontières le relie entre autres à l'Égypte, la Libye, le Tchad, la république démocratique du Congo, l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie.

Le mot Soudan veut dire pays des noirs. Habité par une population noire jusqu'au 7<sup>e</sup> siècle, une longue et permanente colonisation arabe donna naissance à une nouvelle ethnie arabo-africaine qui habite aujourd'hui la partie nord du Soudan. Les royaumes chrétiens du nord, dont on conserve les vestiges au musée national de Khartoum, ont disparu et la religion musulmane s'est imposée partout dans le nord, surtout sous son courant mystique, le soufisme. Les populations noires du sud du Soudan n'ont cependant pas connu ce mélange. La simple difficulté physique d'y accéder y a certes été un facteur déterminant; une jungle avec une végétation luxuriante

avec des insectes de tous genres et un climat tropical humide rendait la région inhospitalière. Le sud du Soudan est toujours demeuré «l'arrière-pays», isolé, différent, impénétré et impénétrable.

Au cours des derniers siècles, les relations entre la population du nord du Soudan avec les populations du sud se sont surtout déroulées sur la base d'un intense trafic d'esclaves. Durant le 19<sup>e</sup> siècle seulement, on calcule qu'environ deux millions d'esclaves noirs ont été amenés au nord. Jusqu'à ce jour, il existe un sentiment de supériorité chez les Soudanais-es du nord qui considèrent ceux-celles du sud comme des esclaves. Le mot *abiid*, qui veut dire esclave, un mot voilé qu'on ne prononce pas ouvertement, est profondément ancré dans l'imaginaire des nordistes et exprime ce qu'est un-e noir-e pour eux. Cette amère réalité de domination influence-t-elle encore la façon de concevoir le Soudan comme un seul pays?

Après avoir conquis le Soudan en 1898, les Anglais le gouvernèrent comme si le nord et le sud étaient en réalité deux pays différents. Ils expulsèrent les marchands arabes du Sud, ce qui stoppa l'expansion de l'Islam dans cette région. Pendant cette période, les élites du sud développèrent une

relation privilégiée avec les colonies voisines de l'Ouganda et du Kenya et le christianisme était introduit au pays.

### COUPÉ EN DEUX

Voyant venir la fin de l'ère coloniale dans les années 50, les nationalistes du Nord n'ont pas consulté les leaders du Sud dans leur projet de faire un Soudan «uni». Si bien que, quatre ans avant même la déclaration de l'indépendance, la guerre civile éclatait. Ce premier conflit, qui a fait plus de 500 000 morts-es, s'est terminé en 1972 par un accord où l'on reconnaissait au sud le droit à l'auto-

nomie gouvernementale et au contrôle de ses ressources naturelles, dont le pétrole, qu'on allait bientôt découvrir.

En 1983, le gouvernement de Khartoum, en retirant tout pouvoir au gouvernement du Sud, rompt cet accord. Il décréta que le pétrole allait être raffiné dans une ville du nord et, surtout, que la loi islamique s'appliquait désormais dans tout le pays. Une partie de l'armée se mutina et donna naissance à l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) dirigée par un ex-colonel de l'armée soudanaise, John Garang. Ce mouvement armé, malgré plusieurs défections notables qui l'ont affaibli ces dernières années, demeure la principale force d'opposition au pouvoir politique de Khartoum.

Ce deuxième conflit a fait plus de deux millions de victimes, mortes au combat ou des conséquences directes de la guerre, comme les famines suc-

cessives. De plus, quatre millions de personnes ont dû chercher refuge hors des zones de combat, dans le nord du pays ou dans des pays voisins.

Les conditions de vie déjà difficiles dans le sud se sont détériorées. À cause de la guerre, aujourd'hui, les gens n'ont plus d'accès à l'eau potable et les maladies, comme le choléra, la malaria ou l'hépatite, tuent des milliers de personnes chaque année. Les écoles et les hôpitaux ne fonctionnent plus. Le système routier est détruit. L'agriculture et l'élevage de bétail sont profondément perturbés.

Durant cette guerre prolongée, le pillage est devenu une activité normale: on prend d'assaut des villages, on tue les hommes, on vole les troupeaux et on amène femmes et enfants comme esclaves. L'agence France Presse dénonçait en janvier 1999 le fléau de la vente d'esclaves en ces termes: «Des témoignages recueillis auprès des personnes libérées font état de différentes formes de torture et mauvais traitements physiques et psychologiques: gorges tranchées, excisions, menaces de mort, conversions forcées à l'Islam, coups de fouet, etc.»

Le système traditionnel de vie qui régissait les relations entre les familles et les multiples ethnies est détruit. Le gouvernement de son côté s'efforce d'alimenter les divisions entre les ethnies, de sorte que le conflit prend parfois une dimension inter-ethnique. Le commerce des armes et des mines antipersonnel est florissant.

### ALIMENTER LE CONFLIT

Pendant ce temps, les famines se succèdent les unes aux autres. Celle de 1988 a tué plus de 250 000 personnes. Depuis lors, un consortium international formé de l'UNICEF, du Programme alimentaire mondial et d'autres organisations a mis sur pied l'opération «Lifeline Sudan» pour faire face à un état d'urgence permanent. Ce consortium doit négocier avec les deux parties en guerre pour obtenir les permis de fonctionner efficacement. Depuis l'an dernier, un cessez-le-feu temporaire renouvelé à tous les trois mois a permis d'acheminer l'aide alimentaire dans plusieurs zones du Sud frappées par une famine qui menace deux millions de personnes.


Dans cette guerre où aucun des deux adversaires ne semble capable d'obtenir une victoire décisive, la communauté internationale n'exerce pas de pression suffisante pour amener les factions à négocier une paix durable. Dans ce contexte, l'aide alimentaire peut même sembler une manière de prolonger un conflit qui saigne à blanc un pays considéré autrefois comme le grenier de l'Afrique... 

PHOTO: JEAN GREFFARD



«Plus de personnes ont été déplacées à l'intérieur du Soudan même, que dans n'importe quel autre pays du monde, et de loin!»

Anne-Marie Brunelle,  
Ludovic Hirtzmann, Hugues Mercier



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

## Encryptage

Le bureau pour la jeunesse en détresse de Plainview, dans l'État de New York, a livré aux écoles primaires du comté des centaines de crayons noirs sur lesquels est inscrit le slogan «Too Cool to Do Drugs» (Trop cool pour se droguer). La distribution des crayons a été interrompue précipitamment lorsqu'on s'est rendu compte que, au fur et à mesure qu'on les taillait, le slogan devenait «Cool to Do Drugs» (C'est cool de se droguer), puis «Do Drugs» (Drogez-vous). *Fortean Times*, Bristol. [HM]

## Viagra assisté

Le gouvernement britannique distribuera une pilule de viagra chaque semaine aux impuissants assistés sociaux qui en feront la demande. Il existerait trois millions d'impuissants en Grande-Bretagne. Mais l'histoire ne dit pas combien d'impuissants sont des assistés sociaux. A.F.P. [LH]

## INTÉGRATION LOCATIVE

Reconnu comme un service d'accueil et d'intégration pour les immigrants depuis 20 ans, le groupe L'Hirondelle s'annonce désormais, dans ses communications aux entreprises, comme un service de placement et de «location» de personnel. Les temps changent. [AMB]

## Le corps d'abord

«Votez pour moi et je poserai nue dans Playboy.» C'est l'argument de Miss Belgique pour convaincre les électeurs de voter pour elle aux prochaines élections européennes. L'argument est de poids d'autant plus que Anke Van Dermeersch a précisé qu'elle avait des opinions claires sur le chômage, les retraites et bien d'autres choses encore... [LH]

## HYDRO À SEC

Hydro Québec, dont les employés-es à la facturation sont en grève, n'en manque pas une. Parce que les factures ne sont pas enregistrées, on prie les abonnés-es de payer via les guichets automatiques. Sinon, par exemple pour ceux qui n'ont pas de compte bancaire, les frais d'intérêts courent. [LH]



## Le COURS DE L'IMAGE ET DES MOTS

104 000 dollars pour 29 pages, soit 3 500 dollars par page. C'est ce que les contribuables canadiens ont payé pour le discours du budget du ministre des Finances Paul Martin en février dernier. Monsieur Martin en avait confié la rédaction à Larry Hagan de Principium Inc. ainsi qu'à la firme Earncliffe Strategy Group. [LH]

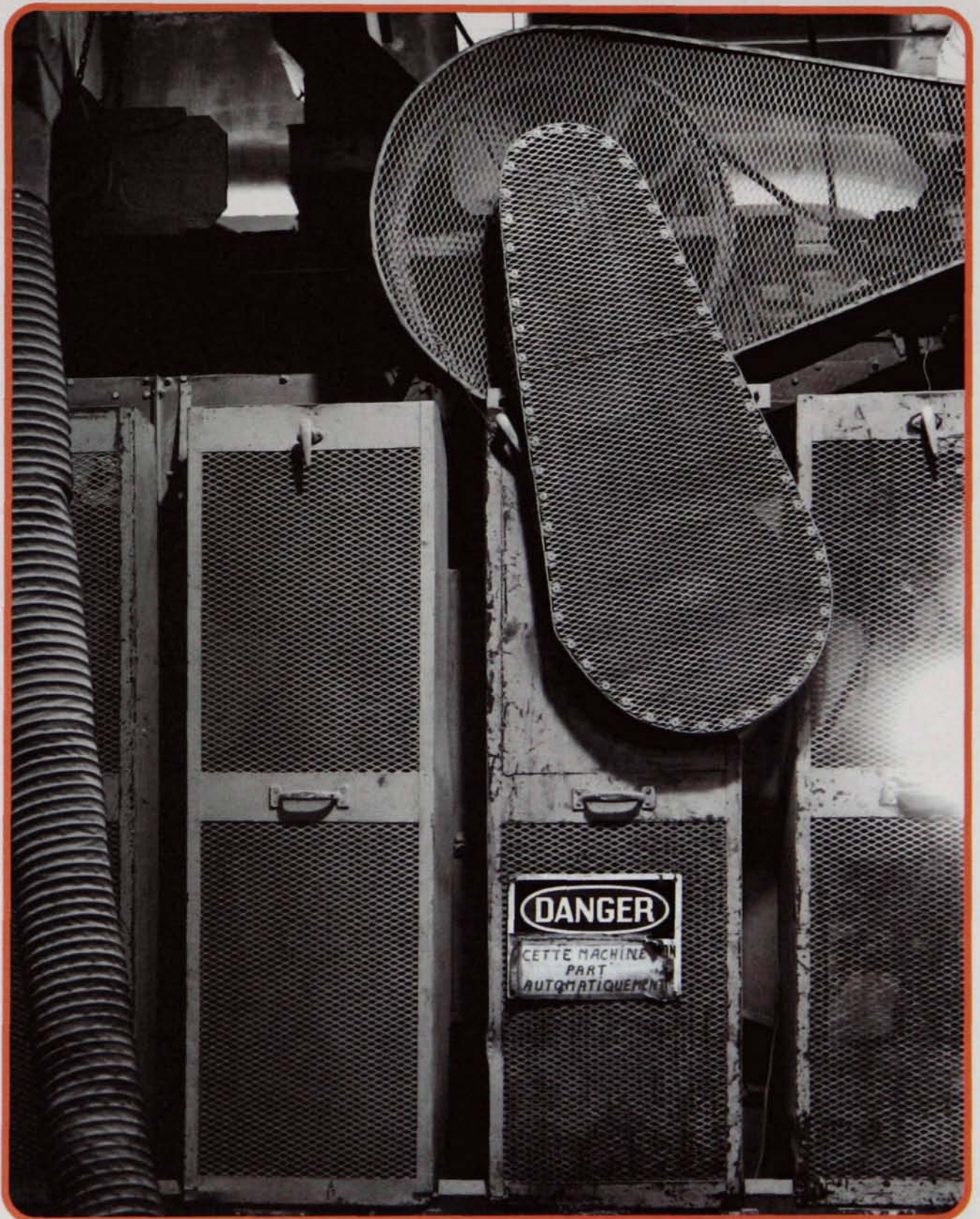
## Mise à jour

L'Alabama, dernier État des USA où l'interdiction des mariages entre personnes de races différentes était encore inscrite dans les textes, a commencé la procédure visant à supprimer cette disposition de sa Constitution. La Caroline du Sud avait radié de ses textes cette réminiscence de la Guerre de Sécession en février dernier. A.P. [LH]

### Les yeux et les oreilles de RECTO VERSO

Vous êtes le témoin oculaire ou auditif d'une courte et sucrée? mettez-nous au parfum. Nous pourrions décider de la faire partager aux autres lecteurs et lectrices de Recto Verso. Télécopieur: (514) 523-5812 ou adresse électronique: vo@mblink.net.

Photo: Denis Rioux | **Travail aléatoire**



# En confiance avec nos *partenaires*

En confiance avec ses partenaires, le ministère des Régions a assuré la mise sur pied de 104 centres locaux de développement (CLD) dans les régions du Québec afin d'améliorer et de simplifier les services de l'État reliés à l'économie et à l'emploi.

Vous avez un projet susceptible de créer des emplois? Peu importe s'il s'agit de créer une nouvelle entreprise, de lancer un projet d'entreprise en économie sociale ou de consolider votre entreprise... l'équipe des CLD peut vous aider!

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter le CLD le plus près de chez vous en consultant la liste sur le site Internet du ministère des Régions : [www.sdr.gouv.qc.ca](http://www.sdr.gouv.qc.ca)

Québec 

**Pour rejoindre  
les personnes  
qui influencent  
et façonnent  
le Québec**



**Plus de 150 000  
lecteurs et lectrices**

**Service  
de la publicité :  
Claude Saint-Pierre  
(514) 523-5998  
poste 22**

## **Un placement stratégique**

- C'est dans *Recto Verso* que vous pouvez maximiser l'impact d'un message s'adressant aux milieux syndical, social et communautaire.
- *Recto Verso* est le seul média permettant de cibler globalement ce lectorat spécifique.
- *Recto Verso* permet de rejoindre ce lectorat à un tarif publicitaire nettement inférieur à celui des autres magazines québécois.
- Le contenu publicitaire de *Recto Verso* est vu et lu parce que le taux d'espaces publicitaires est maintenu à près de 30 %, soit un taux nettement inférieur à celui des autres magazines.

# C'est bien meilleur...



## avec un syndicat!



### **Plus de respect et de justice**

- ▼ Le syndicat favorise la mise en place de conditions justes et équitables pour les horaires, les promotions, les congés, etc. Il permet que cesse toute forme de discrimination et d'abus.

### **Des salaires plus élevés**

- ▼ Le salaire horaire moyen d'une personne syndiquée est de 17,38 \$, comparé à 12,53 \$ pour une personne non syndiquée.

### **Des emplois stables**

- ▼ Parce que leurs conditions de travail sont meilleures, les syndiqués restent plus longtemps chez le même employeur. Près d'un syndiqué sur deux a plus de 10 années de service chez le même employeur. Chez les non-syndiqués, ce n'est qu'un sur cinq.

### **Un meilleur accès aux avantages sociaux**

- ▼ Les personnes syndiquées sont de deux à trois fois plus susceptibles de bénéficier de régimes de retraite et de régimes d'assurance-maladie que les non syndiquées.

Source: FTQ, Syndicalisation et syndicalisme, Document de travail, 25<sup>e</sup> congrès de la FTQ, novembre 1998

LES SYNDICATS  
**Artisans d'un  
monde meilleur**



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec